

LE PRÉSIDENT

100 jours pour réussir

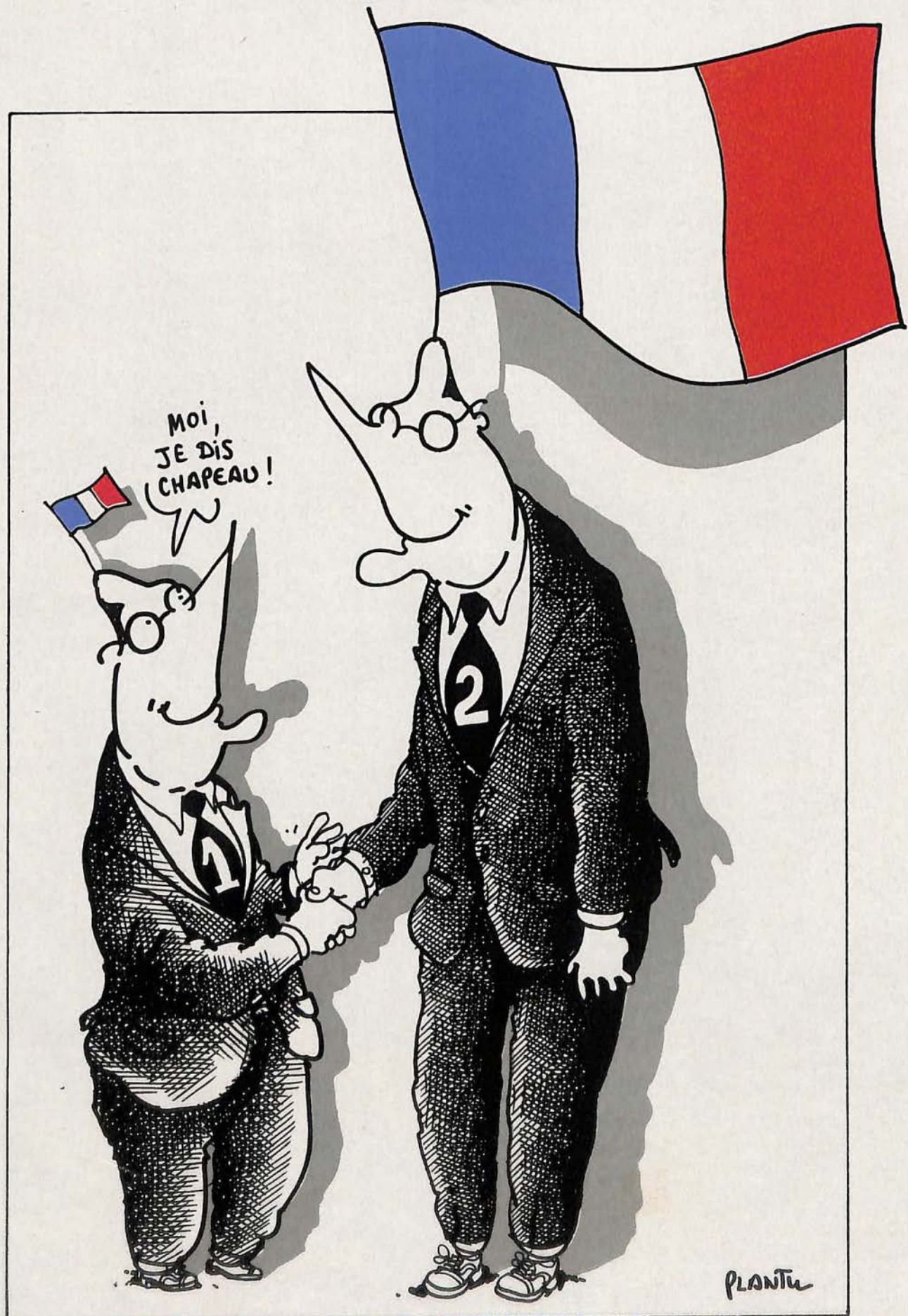


THÉRRY DUDOT/L'EXPRESS

Jacques Chirac



LE DESSIN DE PLANTU



Les indiscrets

France, monde, médias, culture

La semaine

Monde

Canada Alberta : sous le sable, le pétrole **68**

Livre La longue nuit du Chili **70**

Asie Macao : fin de partie pour le roi du jeu **71**

La chronique de Bernard Guetta **71**

Europe

Pays-Bas L'imprécateur batave **72**

Polémique Désunion européenne pour les étudiants **74**

Société

Immigrés L'intégration par l'amour **78**

Scolarité Les enfants du divorce pénalisés **80**

Savoir-faire Mondial : trois Français au clavier **82**

Mœurs Un bébé ? Jamais le dimanche **82**

Tradition Les MOF du Web **84**

Découvertes

Santé Asthme : le fléau négligé **86**

Vulcanologie Montagne Pelée : plus jamais ça ! **87**

Santé Doper sa mémoire **88**

Culture

Théâtre Lumière sur les obscurs **90**

Festival Passages, à Nancy **92**

Chanson A Filetta, voix corses **93**

François Hadji-Lazaro **94**

Profil Henri Dutilleul **96**

Livres

Enquête Quand le Japon craque **98**

Roman Anne Wiazemsky **100**

Document Georges Tabaraud **100**

Art Le Mai des livres d'art **102**

Succès Virginie Despentes **104**

La semaine des lecteurs **106**

L'EXPRESS économie

Enquête
Leo Kirch,
l'homme
qui en
voulait trop

108



Les indiscrets **113**
Automobile Matra change de pilote **114**
Internet Fronde contre l'Icann **116**
Livre Anti-FMI à l'excès **117**
Votre argent Bourse **118**

Réussir

Spécial Français au Québec **120**
Opération séduction

Jouer **136**

Le soulagement

Les circonstances de la victoire de Jacques Chirac ne justifient ni cris de joie ni rododromes. La secousse morale que vient de subir la France est trop forte pour que le président fasse de son écrasante réélection un triomphe. Même si le score de Jean-Marie Le Pen au second tour éloigne bien des inquiétudes, il n'en demeure pas moins qu'environ 6 millions de Français, citoyens cocus, aigris et perdus, ont encore voté pour ce démagogue d'opérette : plus de 1 électeur sur 6 a sombré dans le lepénisme parce qu'il ne croit plus aux remèdes usés et aux promesses creuses des hommes qui, depuis des décennies, se succèdent au pouvoir. Certes, le peuple a réagi et dressé une solide digue contre un déferlement extrémiste. Réaction salutaire qui inspire le soulagement. Mais l'unité nationale sort abîmée de cette épreuve et plus rien ne peut être comme avant. Les mots ne suffiront plus pour soigner les maux. Et le temps ne refermera pas les blessures. Jacques Chirac aurait tort de croire qu'il est porté par une vague. C'est une certaine idée de la République qui a gagné le 5 mai. Le chiraquisme version 2002, lui, ne vaut pas plus que les 19,88 % qu'il a obtenus le 21 avril. Président le mieux élu de la V^e République, Jacques Chirac ne dispose, en fait, que d'une liberté surveillée. Si son capital de second tour est énorme, son crédit politique est mince. S'il se trompe sur la suite, il court le même risque que de Gaulle après les triomphales législatives de 1968 : que l'avenir lui soit compté. ●

Denis Jeambar



Spécial



Elysée
2002

Tout commence **16**

Les cent jours

Le président a trois mois pour montrer qu'il a compris le message des urnes et engager les réformes nécessaires
La chronique de Jacques Attali

Le Pen : une haine intacte

Législatives, régionales, européennes, autant d'occasions d'accomplir son vœu : démolir Chirac

Institutions :

Chirac se met au régime

Il le nie, mais il sera contraint aux réformes

Bernadette, la tortue têtue

Elle a été un atout précieux pour la réélection de son mari

Chirac vu de Beaucaire

Dans ce fief lepéniste du Gard, le président n'a pas la cote

18

22

24

30

32

34

Jospin déjà loin

Etrangement détaché après sa défaite, le Premier ministre a néanmoins joué son rôle jusqu'au bout

Législatives : les 11 clefs du scrutin

Les 9 et 16 juin, il faudra élire les députés. Les scénarios possibles

Portrait : Chirac, l'activiste indécis

De fortes convictions républicaines et démocratiques... et de nombreux changements de cap. Il va devoir faire preuve de détermination

L'entretien : Malek Boutih

« C'est la logique de peur qui détruit notre pays »

36

38

44

60

Tout commence

● par Denis Jeambar

L'essentiel est préservé. Le peuple français, qui, pour le monde entier, incarnait jusque-là les droits de l'homme et le triptyque « Liberté, Égalité, Fraternité », a retrouvé en partie ses esprits et un peu de sa dignité, même si tout reste à faire maintenant pour redonner à cette République un destin à la hauteur de son histoire. L'écrasante réélection de Jacques Chirac, avec quelque 82 % des suffrages, face au catilinaire Le Pen, sauve ce pays d'un péril d'Etat : au nom de la gloire et de la puissance de la France, le leader du Front national ne proposait que de corrompre et d'humilier tous ses citoyens, y compris ceux qui ont voté pour lui. Le génie sombre de ce démocrate en peau de lapin est d'utiliser la loi pour, demain, l'asservir. En dépit de son éloquence, de sa percée électorale et de son audience auprès d'un gros sixième de l'électorat, c'est avant tout « un homme faible qui se réfugie dans la brutalité (1) ».

Pour les élections législatives, demain, et pour toujours, il convient, cependant, de ne rien oublier. Nous ne venons pas de vivre un intermède ni un opéra-bouffe. Malgré l'échec élyséen de Le Pen ce dimanche, c'est une tragédie politique qui vient de submerger la France. Nous dansons encore au bord d'un gouffre, les yeux bandés, sous le regard stupéfait du monde. Nous avons piétiné nos principes et nous sommes tous responsables de ce crime. Quand un navire coule, le naufrage est collectif.

Dans le confort de leurs droits acquis et de leurs égoïsmes, les Français ont fini par croire, en effet, que la démocratie était inscrite dans leurs gènes. Or « ses principes sont des commandements de la conscience qui, loin d'obéir à la nature, prétendent au contraire la changer et l'intégrer à eux (2) ». La France, la première, a commencé à accomplir cette œuvre. Sa faute est d'autant plus lourde : elle a trahi le système de valeurs qui était son étendard, son patrimoine, son âme depuis deux siècles. Et son « non » massif du 5 mai ne l'exonère pas de ses errements du 21 avril. A force de nous croire exemplaires, nous sommes devenus écrivains : nous allons à reculons. Il est temps de découvrir l'humilité. Le sursaut du second tour n'a rien d'héroïque et « il n'y aurait pas d'erreur plus dan-

gereuse que de confondre maintenant l'effet [Le Pen] et la cause [nos dérèglements] (3) ». Nous commettrions une véritable perversion de la raison en nous glorifiant d'une réaction morale alors que la maladie est d'abord sociale et politique. Les crises qui minent le pays vont bien au-delà d'un simple égarement électoral.

Pour les comprendre, il nous faut d'abord retrouver le sens de l'Histoire et du tragique. La France avait fini par se convaincre que la démocratie était un éternel été et un bonheur indépassable : elle s'est roulée dans l'extase des plaisirs immédiats et a dilapidé son capital. Mais la République, manière française, n'est pas un régime ordinaire. C'est une idée transcendante nourrie par une trinité : liberté, égalité, fraternité. Son identité est d'abord dans ce dogme qui fait coexister trois principes consubstantiels à la nation et définit l'exception gauloise et sa fragilité. Pour tenir debout, la France doit, en fait, tout subordonner à l'intérêt général.

Plus que toute autre, cette nation, qui a séparé l'Eglise de l'Etat, a besoin, pour vivre et progresser, d'une religion citoyenne et d'un service civique fait de droits et de devoirs.

« *In God we trust* », dit le dollar, et le président américain prête serment sur la Bible. Le chef de l'Etat français doit, lui, entretenir en permanence une religion laïque et substituer à Dieu les droits de l'homme et du citoyen. Ce patient travail de vertu s'est dissous dans la houle des mouvements du monde, la volonté générale a cédé devant le veau d'or de la consommation, l'effort a plié devant les mirages de l'instant, le temps qui seul permet de construire des œuvres durables a plié bagage sous la pression de la jouissance immédiate, l'Etat anonyme et impartial s'est incliné devant l'appétit de l'individu roi.

Ainsi avons-nous épuisé notre patrimoine et renoncé à renflouer nos stocks d'idées et de projets pour le futur. La scène publique est soudain devenue le music-hall de nos vanités, exaltées par les miracles de l'image high-tech et les pièges égotistes de l'e-connerie. Nous pensions faire modernes et avant-gardistes, nous étions simplement inconscients, comme l'aristocratie du XVIII^e siècle avant l'apocalypse révolutionnaire qui allait balayer son arrogance et son aveuglement.

C'est toujours dans l'insouciance que se fabriquent les

catastrophes. La nôtre était abyssale : personne n'a rien vu venir. De haut en bas de la société, le moi des tribus et des communautés a terrassé le nous politique, les droits de l'homme ont fait oublier les devoirs du citoyen, l'Etat a comblé les corporatismes mais renoncé à soigner les maux de la nation. Les élites ont fini par s'abuser sur la notion même de civilisation : elles en ont fait une pure affaire intellectuelle alors qu'elle est politique. Nous pensions pousser la roue de l'Histoire : elle nous broyait. Nous pensions faux et nous laissions, sans le voir, des fêlures nous envahir. Sous nos critiques, nos voisins ou alliés pliaient l'échine. Leur civilisation politique s'avère, rude constat, plus résistante aux affaiblissements. Nous méritons leurs ricanements. Notre régression démocratique est tout de même un spectacle inédit !

Au vrai, nous l'avons mise en scène par inadvertance et par insuffisance. Faute de lucidité, les gouvernants ont laissé une partie de nos compatriotes dans une totale déshérence et les ont poussés dans les bras du seul homme qui trouvait les mots pour leur parler. Le Pen est un imposteur, mais sa campagne tribunitienne a dévoilé qu'environ 6 millions de Français étaient largués et désespérés de ne plus être entendus sur les difficultés de leur existence quotidienne, une chienne de vie dans des transports minables, des villes sans âme, des quartiers incertains, des appartements bunkérisés par la peur de l'autre. Il est des zones entières où le vivre ensemble n'existe plus. Où l'espoir s'est envolé. Dans ces îlots à la dérive, la France a baissé pavillon et l'Etat a rendu les armes. Le vote extrémiste, lepéniste et trotskiste, est un radeau de la Méduse chargé de Français sans horizon.

Cette élection présidentielle est donc, avant tout, un réquisitoire contre le Loft de la cléricature politique, économique, intellectuelle, culturelle et médiatique du pays. Kaboul, pour beaucoup, est toujours plus proche que la Seine-Saint-Denis. Il est plus glorieux de prendre un avion pour l'Afghanistan que le RER pour la banlieue. Satisfaite et pontifiante, la nomenklatura connaissait le diagnostic, n'ignorait pas tout du cha-cha-cha de l'insécurité sociale mais n'a jamais traité celle-ci avec la gravité qu'elle exigeait. Nul ne pensait que la grenade était vraiment dégoupillée. L'explosif était plein

de plâtre et de grenaille : nous sommes tous couverts de blanc comme des clowns tristes et pissons le sang de mille blessures.

Comment laver cette honte ? Le nouveau pouvoir ne devra pas se tromper de réponse. Un peuple est descendu dans la rue entre les deux tours. Pas tout le peuple. Le Pen facho ? Oui. Mais, envers et contre l'engueulade que leur ont adressée politiques, patrons, intellectuels, artistes et médias, tous unis dans une réprobation sans nuance, les millions d'électeurs qui ont voté le 21 avril pour le candidat de l'extrême droite ont tenu bon le 5 mai et ont continué à hurler qu'on les abandonne.

La France sort de ce scrutin brisée par ses fractures politiques et sociales, et les quelque 82 % obtenus par Jacques Chirac ne sont pas la preuve de sa guérison. Le sursaut est là, les principes sont saufs, mais tout reste à faire dans un pays dont la trame identitaire est déchirée. Le schisme politique et social est vertical et horizontal : il oppose et traverse toutes les catégories sociales.

Nul ne peut douter de la sensibilité de Jacques Chirac à cette situation. Mais il lui faut donner un contenu à son slogan de 1995 : « La France pour tous ». L'ambivalence du président reflète la schizophrénie du pays : nous voyons les choses mais nous répondons à côté. Se relever, c'est avoir le courage d'affronter ce que nous savons et de reprendre pied dans le monde réel. Mettre la main à la pâte, c'est cesser de singer l'idéal et prendre à bras-le-corps la crise de la démocratie représentative, ne pas se laisser piéger dans une nouvelle cohabitation qui anesthésie nos défenses immunitaires, traiter la fracture sociale, supprimer le court-circuit entre les élites et le peuple, surmonter l'antinomie entre l'explosion des droits de l'individu et le rôle de l'Etat, corriger le contresens sur le travail, entreprendre le rééquilibrage entre les droits et les devoirs, procéder à la reconstruction de corps intermédiaires efficaces par la mise en œuvre d'une vraie décentralisation, réamorcer le dialogue social.

Cette présidentielle est l'histoire d'une longue erreur. Si la France veut reprendre son rang, il lui faut sortir des apparences et retrouver le « monde vérité ».

(1) Curzio Malaparte, *Technique du coup d'Etat*.

(2) Julien Benda, *La Trahison des clercs*.

(3) Nietzsche, *Le Crépuscule des idoles*.

Les cent jours

De son élection, dimanche, aux vacances d'août, le président a trois mois pour montrer qu'il a compris le message des urnes et engager les réformes nécessaires. En 1995, il manqua ce démarrage : *bis repetita* ?

Avant
le premier tour
des élections,
à Bastia,
le 16 avril.

Spécial Les cent jours

Ce lundi 6 mai, Jacques Chirac n'est plus vraiment Jacques Chirac. Ni tout à fait le même ni tout à fait un autre. Cela fait trente-sept ans qu'il ne s'était pas retrouvé dans cette situation : ne plus être candidat. Ne plus avoir pour horizon une nouvelle conquête électorale personnelle. Chaque fois, depuis 1965 et son arrivée au conseil municipal de Sainte-Féréole, en Corrèze, il avait, à peine l'obstacle des urnes franchi, un autre défi à relever, d'autres Français à séduire. Encore une élection, monsieur le Citoyen... Voilà un homme que même ses proches ont longtemps jugé, reprenant la distinction de Léon Blum, plus doué pour la conquête du pouvoir que pour son exercice. Son septennat en est une parfaite illustration : ses deux plus belles réussites, pendant cette période, datent du premier et du dernier jour.

Le quinquennat qui s'ouvre à lui ne pourra ainsi être placé entre parenthèses. Du 6 mai à la fin de la session extraordinaire du Parlement, au début d'août, le président a cent jours pour réussir. Il est arrivé au bout de son parcours, au terme de sa fuite vers le pouvoir. Lui qui entama son incroyable carrière avec le sobriquet de « Facho Chirac » la termine en récoltant les suffrages de Bernard-Henri Lévy et de la CGT. Ce face-à-face final avec Jean-Marie Le Pen, qu'il a placé à l'aune du « combat de toute sa vie », sonne curieusement pour lui. « C'est à la fois une correction du passé et un destin pour l'avenir », note un proche. Chirac était confronté à deux reproches majeurs, ceux de la morale et de la versatilité. Or, face à l'extrême droite, ces deux critiques se retournent en sa faveur : il a toujours choisi le camp des valeurs, il n'a jamais tergiversé. Le président réélu éprouvera-t-il alors une liberté que jamais il n'a connue jusqu'à présent, ou, au contraire, une fois les lampions éteints, connaîtra-



Jacques Chirac saluant Jean-Pierre Raffarin, lors de son dernier meeting, à Villepinte, le 2 mai.

til une déprime devant l'absence de tout assaut supplémentaire ?

Le combat, pourtant, est là. Alain Juppé évoque une « responsabilité historique ». La présence de l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle témoigne de l'ampleur de la tâche. Jacques Chirac se sentait, le jour de sa première investiture, « dépositaire d'une espérance ». « Je voudrais qu'à l'issue de mon mandat les Français constatent que le changement espéré a été réalisé », ajoutait-il pour inaugurer sa présidence, le 17 mai 1995. La déception qu'il a suscitée se lit dans les

relève Dominique Perben. Chirac côté pile ou côté face. Comme le 22 avril, lendemain du premier tour. Le matin, il converse avec ses principaux soutiens. « Il était transcendé », se souvient l'un d'eux, qui n'a jamais fait partie du chœur des bêtards. L'après-midi, il retrouve l'ensemble des parlementaires de droite dans un hôtel parisien. « Il était déjà redevenu plus politicien, ménageant les uns et les autres », confie le même élu.

C'était au siècle dernier. C'était il y a seulement sept ans. Cent premiers jours pour marquer une présidence. Et, dès le cinquième jour, la convocation... de tous les pré-

de la TVA et l'accroissement de l'impôt sur la fortune et de l'impôt sur les sociétés.

Au 101^e jour, Alain Madelin, n° 3 du gouvernement Juppé, chargé du ministère de l'Economie et des Finances, démissionne. La première d'une longue série de démissions, surtout intellectuelles, par rapport aux engagements de la campagne électorale. « En 1995, Chirac avait tous les pouvoirs et il n'a pas réformé, se rappelle, précisément, Alain Madelin. C'est un problème de compréhension du monde moderne. »

Les cent jours initiaux du quinquennat prennent, dans le contexte d'aujourd'hui, une résonance qui dépasse de loin la symbolique. « Le président a le choix entre deux réponses : 1958 et 1969 », explique un proche. 1958, c'est la grande refondation de la République, celle que Chirac a toujours refusé d'envisager, en tout cas jusqu'au premier tour. A Jean-Pierre Raffarin, qui voulait évoquer la « VI^e République » dans son livre *Pour une nouvelle gouvernance* (L'Archipel), publié en janvier dernier, il demande de supprimer l'expression. 1969, c'est la tentation – avortée – de surmonter une crise de l'Etat : une réponse régionale à la crispation des pouvoirs nationaux. Le chef de l'Etat a souvent comparé nos institutions à du « caoutchouc ». Il lui revient désormais de les consolider (voir les pages 30 et 31). D'ores et déjà, les chiraquiens préparent une,

“C'est à la fois une correction du passé et un destin pour l'avenir”

résultats du scrutin. « D'après Bernadette Chirac, il sait qu'il doit être audacieux, pour donner un sens à sa vie », racontait Nicolas Sarkozy après une longue discussion avec l'épouse du chef de l'Etat, dans un avion privé les ramenant de Toulouse, en fin de campagne.

Or l'audace n'est jamais garantie chez ce président qu'une espèce de conformisme ratrape souvent. Sa campagne électorale du premier tour trouva rarement son véritable élan. « Il a maintenant tous les ennuis, et toutes les cartes »,

fets pour mener la « bataille de l'emploi », en présence du chef de l'Etat et du Premier ministre. Cent jours marqués par la reconnaissance solennelle des fautes commises par l'« Etat français » au cours de la Seconde Guerre mondiale ; l'annonce, pour le moins controversée, de la reprise des essais nucléaires, cinquante ans après Hiroshima ; une révision constitutionnelle introduisant la session parlementaire unique et l'élargissement du champ du référendum aux questions économiques et sociales ; la hausse de 2 points

voire des réformes des modes de scrutin, qui seraient lancées dès l'été : elles concerneront les régionales, sans doute aussi les européennes. Certains envisagent, pour l'automne, une initiative forte, destinée à donner une nouvelle légitimité à un pouvoir élyséen reposant sur le résultat baroque de l'élection présidentielle.

Pendant les dernières semaines, Jacques Chirac a beaucoup interrogé ses interlocuteurs sur les moyens de marquer un changement dans la conduite des affaires publiques. Et sur celles et ceux qui seraient susceptibles de l'incarner. « Peut-on se passer des femmes élues aux municipales de 2001 ? Doivent-elles cumuler ou non ? » demandait-il à un pilier de sa future équipe, lors de l'un de ses déplacements en province. « Il faut des gens nouveaux, mais il faut aussi, dans une situation si difficile, de l'expérience », remarquait-il entre les deux tours, devant un responsable qui lui rappelait le précédent malheureux de 1995 : la nomination de ministres qui apprenaient la vie gouvernementale en même temps qu'ils découvraient la politique. Le sort des « juppettes », qui ne durèrent pas deux cents jours, s'explique principalement par ce décalage. Un visiteur régulier de l'Elysée s'interroge aussi : « Faut-il aller chercher des personnalités qui, en d'autres occasions, ne seraient pas venues ? »

L'armature du premier gouvernement nécessite une vraie subtilité. « Si les ministres sont au complet, chargés de tout sans même que le pouvoir parlementaire ait changé, ils apparaîtront comme les sortants aux législatives, analyse un chiraquien. Or c'est aux socialistes de tenir ce rôle. Nous devons donc donner des signes de notre projet, mais demander les moyens pour celui-ci en juin. Ne sous-estimons pas la rapidité de l'usure médiatique aujourd'hui. »

La méthode de gouvernement est aussi à revoir, d'autant que les nouveaux mi-

“Le premier obstacle majeur, ce sera, en matière de sécurité, la première bavure”

nistres n'ont pour arme, pendant cinq semaines, ni la loi (l'Assemblée ne siège pas) ni les ordonnances (qui supposent une habilitation législative). « J'ai beaucoup étudié les raisons de nos échecs passés, assure Jean-Pierre Raffarin. Nous avons voulu engager un maximum de réformes en un minimum de temps. Les gens qui avaient voté pour nous n'avaient pas l'impression que nous menions jusqu'au bout les réformes pour lesquelles nous avions été élus. Dès les premiers blocages, nous avons perdu des soutiens dans la société. C'est pourquoi nous devons conduire des réformes à temps court et d'autres à temps long. »

Un sujet n'attend pas, qui fut au cœur de toutes les polémiques : Jacques Chirac a tellement parlé des problèmes d'insécurité qu'il est attendu au tournant par une opinion publique qui oscille entre découragement et exacerbation. « Le chemin n'est pas si long pour rétablir le respect des règles et l'harmonie de la vie en société », assurait le chef de l'Etat, le 2 mai, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), à l'occasion de son dernier meeting. Deux grandes lois sur les forces de l'ordre et sur la justice sont annoncées pour la session extraordinaire du Parlement, cet été. Depuis des semaines, Nicolas Sarkozy lance, en privé, un avertissement : « Nous n'aurons pas de souci à assouplir les 35 heures. Le premier obstacle majeur, ce sera, en matière de sécurité, la première bavure. Nous verrons alors jusqu'où la société est prête à aller. »

La gestion du temps sera, là encore, essentielle. « En quelques semaines, le combat

peut changer d'âme, assure Patrick Devedjian, spécialiste des questions de justice. Il faut doubler, même au prix d'un ralentissement des autres procédures, le nombre de comparutions immédiates. » Mais les autres premières mesures passent par la loi. Le député RPR des Hauts-de-Seine suggère ainsi de focaliser la police nationale sur la délinquance, en la déchargeant de toutes ses autres tâches : la circulation, qui relèverait de

construire un bâtiment public. On peut réquisitionner des casernes, mais ce ne sera pas simple. Il faut trouver du personnel : si on met des animateurs socioculturels, je crains que ce ne soit raté ! Or former des gens prend du temps. Mettre en place la justice de proximité ? Nous aurons besoin d'un an. » Le président, lui, juge possible son installation « d'ici à la fin de l'année ». Le regroupement des trois corps – police, gendarmerie, douanes – sous un commandement unique nécessitera également du temps avant d'aboutir, le cas échéant, à des résultats.

En revanche, les groupements régionaux d'intervention peuvent être rapidement constitués, mais leur objectif sera plus de lutter contre la



Debré, Sarkozy, Alliot-Marie et Balladur au meeting de Villepinte.

la seule police municipale, les procurations, et même le transfert des détenus, qu'il conviendrait de confier à l'administration centrale.

Face à l'angoisse populaire, le risque de déception rapide relève de l'évidence. Le président RPR de la région Pays de la Loire, François Fillon, en est conscient : « Nous nous sommes engagés sur des mesures qui, sauf à sortir du cadre légal, ne seront pas applicables avant... 2007. Des internats fermés dans chaque département ? En France, il faut quatre ans pour

grande délinquance que contre les petits délits. L'idée chemine d'en créer au moins un, dans une région utilisée comme test. L'expérimentation servira de piste dans plusieurs domaines, vantée tant par Nicolas Sarkozy que par Philippe Douste-Blazy, François Fillon ou Jean-Pierre Raffarin. Ce dernier reconnaît : « Je ne suis pas capable de donner des instructions effectivement suivies d'effets à toute l'Education nationale, mais je peux prendre un proviseur exemplaire dans la lutte contre la violence scolaire »

... et en faire un modèle. » Cet exemple peut valoir ligne de conduite générale : « Toutes les décisions lourdes n'auront de résultat qu'à deux ans, poursuit le président de la région Poitou-Charentes. Cherchons plutôt la crédibilisation de notre attitude, prenons des initiatives concrètes, mais pas généralisées. »

Sur le terrain économique et social, les débats ont subsisté jusqu'au second tour. Si la baisse de 5 % sur le dernier tiers de l'impôt sur le revenu 2001 semble acquise, bien qu'elle doive attendre l'élection des nouveaux députés pour être appliquée, l'attitude à adopter face aux fonctionnaires reste confuse. Chirac, en campagne, n'a jamais voulu répondre à la question concernant leurs effectifs, alors que Sarkozy recommande d'annoncer le nombre de départs de la fonction publique dès le

« Croissance, départs de fonctionnaires à la retraite, nous n'avons jamais eu tant de marges de manœuvre », se rassure Raffarin. Sarkozy a insisté, au cours des derniers mois, sur la nécessité de faire de 2002 l'inverse de 1995 : « Il faut tout dire avant l'élection pour faire après tout ce qu'on a dit, sinon on perd ses amis sans gagner un seul de ses adversaires. » Les cinq semaines qui séparent le second tour de la présidentielle du premier tour des législatives devront dessiner le changement, sans quoi elles risquent fort de provoquer une fatale cohabitation.

Au-delà des projets, des programmes, des lois, c'est à Jacques Chirac qu'il incombe désormais d'incarner la « France humaine » qu'il n'a eu de cesse de vanter de meeting en meeting. Pendant la campagne, il déjeunait avec

“Réformons tout de suite là où les Français sont mûrs”

budget 2003. « Le président sait bien que nous devons supprimer des postes ; nous l'avons d'ailleurs déjà fait dans d'autres occasions », confiait, pendant la campagne, Alain Juppé. Douste-Blazy, de son côté, plaide pour une baisse immédiate des charges sur les bas salaires et tous les chiraquiens se retrouvent pour prôner l'organisation d'une conférence avec les organisations syndicales, afin de définir les règles du jeu et une méthode, dès le début du quinquennat. Les avancées sur le dossier des retraites en dépendent.

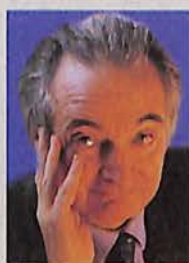
C'est sans doute le 18 juin que l'Assemblée nationale issue des prochaines législatives sera convoquée. Avis aux amateurs de symboles. « Réformons tout de suite là où les Français sont mûrs – fiscalité, sécurité – et non là où ils ne le sont pas – retraites, éducation », suggère Fillon.

des élus quand l'un d'eux l'alerta : Lionel Jospin s'appretait à lancer une initiative sur le sort des handicapés. D'une voix sèche qui frappa ses interlocuteurs, le président répliqua : « Qu'il ne vienne jamais sur ce terrain... » Sur de tels sujets, ceux de la fracture sociale, il n'a pourtant pas d'excuse. « Le temps de l'action », pour reprendre une autre de ses expressions favorites de candidat, commence aujourd'hui. C'est le début des cent jours. Cent jours pour oublier la réponse, sévère, que les Français ont apportée le 21 avril à la question : « Jacques Chirac, qu'avez-vous fait de votre premier mandat ? » Cent jours avant qu'une seconde question chasse la précédente : « Jacques Chirac, qu'avez-vous fait de votre victoire ? » ● Eric Mandonnet

LA CHRONIQUE

Vivre avec ou vivre sans

● Dans les années à venir, le principal enjeu en Europe sera le choix entre deux modèles de société, dont les différences n'ont pas grand-chose à voir avec les clivages traditionnels entre les partis politiques du xx^e siècle. Dans



JACQUES
ATTALI

une période qui sera d'abord dominée par les innombrables conséquences des bouleversements technologiques en cours (dont la mondialisation constitue la plus évidente manifestation), deux visions du monde radicalement contraires vont s'opposer. Non pas par leur conception de la propriété ou par la place qu'elles font à la liberté ou à l'égalité, mais par leur façon de penser le rapport aux autres.

Il y aura d'abord ceux qui voudront vivre sans les autres, c'est-à-dire sans le monde, sans les étrangers, sans les voisins, barricadés dans leur pays, leur quartier, leur ethnie ; sans les risques d'une société ouverte ; sans les opportunités de l'échange. Il y aura, à l'inverse, ceux qui seront prêts à vivre avec les autres, à donner et à recevoir, à écouter et à dire ; parce qu'ils savent que l'autre est la première source du bonheur. Et que donner offre la meilleure des occasions d'être heureux.

Entre faire de l'un ou de l'autre de ces deux modèles leur projet explicite, beaucoup hésiteront, parce qu'ils aimeraient bien vivre avec les autres, mais qu'ils n'en auront pas les moyens ; ni en argent ni en connaissances. Parce qu'ils seront trop faibles pour se protéger des excès du monde et des autres, parce qu'ils seront trop seuls pour apprendre à les maîtriser. Si on les abandonne, ceux-là se

résigneront à vivre sans ; ils feront même bientôt de ce retranchement un projet, transformant ce qui n'est encore pour eux qu'une nécessité (être protégé) en un programme (s'isoler). La plupart des votes pro-

testataires émis lors des dernières élections en Europe, et en particulier en France, expriment cette peur de « vivre avec ». Elle n'est pas encore cristallisée, pour l'essentiel, en un désir avoué de « vivre sans », d'exclure ; celui-ci n'est pour l'instant explicite que dans le projet des extrêmes, de gauche et de droite.

Pour que le « vivre sans » ne progresse plus, pour qu'il n'envahisse pas les programmes des partis politiques dominants, pour qu'il ne devienne pas l'objectif majoritaire, il importe de penser au plus vite le « vivre avec » et de construire une société permettant de donner au plus grand nombre les moyens d'accepter les autres, de prendre le risque de leur présence, de vivre avec les autres dans la sécurité et la tolérance. Dans un tel projet, chacun devrait disposer des moyens d'être respecté par les autres et de s'en faire respecter : c'est-à-dire disposer d'un urbanisme convivial, d'une formation adaptée, d'un crédit à l'initiative, des moyens de la solidarité, de la communication et de la fraternité. Les peuples qui n'y réussiront pas déclineront.

A ceux qui viennent de comprendre, juste à temps, les dangers du « vivre sans », une telle relecture pourrait peut-être redonner l'envie durable de faire de la politique. Et d'en faire la plus noble des activités humaines. ●

j@attali.com

Le Pen : une haine intacte

Battu après une mauvaise fin de campagne, le patron du FN ne songe pas à la retraite. Législatives, régionales, européennes... Autant d'occasions d'accomplir son vœu : démolir Chirac

Il avait fixé son succès à 30% des voix, puis à 25%. En réalisant près de 18% des suffrages au second tour, Jean-Marie Le Pen a perdu son pari. Le fondateur du Front national n'a pas été élu président de la République – personne n'imaginait qu'il le fût – mais il a réalisé son rêve le plus cher, qui paraissait inaccessible après la scission du FN, à la fin de 1998 : accéder au second tour de la présidentielle et, ainsi, entrer dans l'histoire politique française. Malgré la défaite et, bientôt, ses 74 ans, le vieux baroudeur a également repoussé l'heure de sa retraite. L'élection présidentielle de 2002 devait être son chant du cygne. Le résultat est si atypique qu'il peut également réserver des surprises pour l'avenir. Avec Le Pen en embuscade.

En 1988 et en 1995, il s'était vu, déjà, à ce niveau, espérant que la désunion de la droite lui profiterait. Mais Le Pen n'était jamais parvenu à se hisser au premier rang des candidats de « droite ». Pas même au deuxième. En 1988, il arrive derrière Jacques Chirac et Raymond Barre. De même, en 1995, où, handicapé par la candidature de Philippe de Villiers, qui chasse sur ses terres, il est également devancé, par Jacques Chirac et Edouard Balladur. « Après toutes ces années, ce n'est que

justice », commentait Le Pen, en privé, le soir du 21 avril.

Sans doute ne s'est-il jamais fait d'illusions sur ses chances de victoire, le 5 mai, celle du 21 avril suffisant amplement à son bonheur. « Ne boudons pas notre plaisir ! Goûtons notre première victoire ! Dégustons-la, nous qui avons si souvent senti l'amertume des échecs, des défaites et des humiliations ! » a-t-il insisté à Marseille, le 2 mai. C'est vraisemblablement ce qui explique pourquoi il a adopté une stratégie d'entre-deux-tours surprenante à bien des égards, quand on connaît le métier et le flair de ce batteur professionnel. Son discours du 1^{er} Mai, pourtant couvert par les médias du monde entier, en a été l'illustration. Le Pen, en effet, avait là l'occasion unique, dans toute sa vie politique, de tracer des perspectives pour le pays, de proposer un calendrier de son action s'il était élu, bref, d'endosser le costume de président de la République, de faire, à tout le moins, « comme si ». Or il a préféré tenir le 5^{ème} procès de Jacques Chirac, répéter mot pour mot son couplet obsessionnel du premier tour, comme s'il y était encore.

Pis, Le Pen s'est mis dans la peau du perdant. La veille, sur TF 1, il avait pris plusieurs minutes, en début d'émission, pour révéler un prétendu

« stratagème » de Chirac consistant, dans un premier temps, à faire baisser la gauche pour permettre à Le Pen de « prendre la place de Jospin » et, dans un deuxième temps, à profiter des voix d'une gauche remobilisée pour se faire réélire confortablement... C'est son échec annoncé qu'il a décrit ainsi, expliquant que Jospin aurait dû être au second tour, car lui seul pouvait battre Chirac ! En entendant ce raisonnement fumeux, certains dirigeants frontistes sont tombés des nues. En définitive, Le Pen s'est montré beaucoup plus obnubilé par son désir de faire perdre Chirac que par sa propre victoire. Il ne se pardonne pas d'être celui qui aura permis la réélection du président, qui plus est en duel avec lui.

C'est la dérobade par le haut : il n'a jamais été si proche du pouvoir, et pourtant Le Pen donne, une nouvelle fois, le

sentiment de ne pas vraiment vouloir le conquérir. Qu'importe ! Pour les siens, il est désormais intouchable ; c'est la statue du Commandeur. Aucun mouvement nationaliste français n'est, en effet, parvenu à durer et à peser autant : ni le boulangisme, au XIX^e siècle, ni les ligues factieuses des années 1930 – à l'exception notable de l'Action française – ni le poujadisme dans les années 1950, ni les comités Tixier-Vignancour, après la guerre d'Algérie.

Voilà trente ans que le FN, bâti sur les ruines du groupercul neofasciste Ordre nouveau, existe et que son leader historique en écrit l'épopée. La réussite de Le Pen est d'avoir sorti le FN des limites sociologiques traditionnelles de l'extrême droite, après l'avoir extirpée du néant où elle avait plongé depuis la Libération. « De Gaulle et Mitterrand ont marqué leur

époque. Maintenant, il y a Le Pen », exulte l'un de ses vieux compagnons de route, Jean-Pierre Schenardi.

Au-delà de son score du 5 mai, le chef du FN fait aussi l'analyse que cette élection présidentielle a contribué à « libérer » définitivement un certain nombre d'électeurs de la culpabilisation qui pèse sur le vote Le Pen, malgré les manifestations qui ont scandé l'entre-deux-tours. « Ne vous fiez pas aux apparences : ce regain d'ostracisme à notre égard est ponctuel », a-t-il dit à ses proches. Car, en appaissant seul contre tous, il croit, au contraire, avoir fait la démonstration aux « braves gens » qui ont voté pour lui qu'il existait désormais une coupure entre le « peuple », qu'il défend, et les « tenants du système », qui, eux, « défendent leurs intérêts ». Et l'unique opposant au « système », c'est lui.

“Ne boudons pas notre plaisir ! Goûtons notre première victoire ! Dégustons-la !”

Son prochain rendez-vous judiciaire peut lui offrir une nouvelle fois l'occasion de se présenter comme tel. Ce 25 juin aura lieu l'examen au fond de l'action que Jean-Marie Le Pen a intentée contre la déchéance de son mandat de député européen devant le tribunal d'instance des Communautés européennes, à Luxembourg. Le président du FN avait été définitivement condamné par la justice française pour avoir brutalisé, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), Annette Peulvast-Bergeal, candidate PS aux législatives en 1997. Dénis

d'office de son mandat de conseiller régional, il avait également été déchu de celui de député européen, en 2000, à la suite d'une procédure longue et compliquée. Mais, le 26 janvier 2001, la Cour de justice de Luxembourg, saisie en référé, l'avait rétabli dans ce dernier mandat.

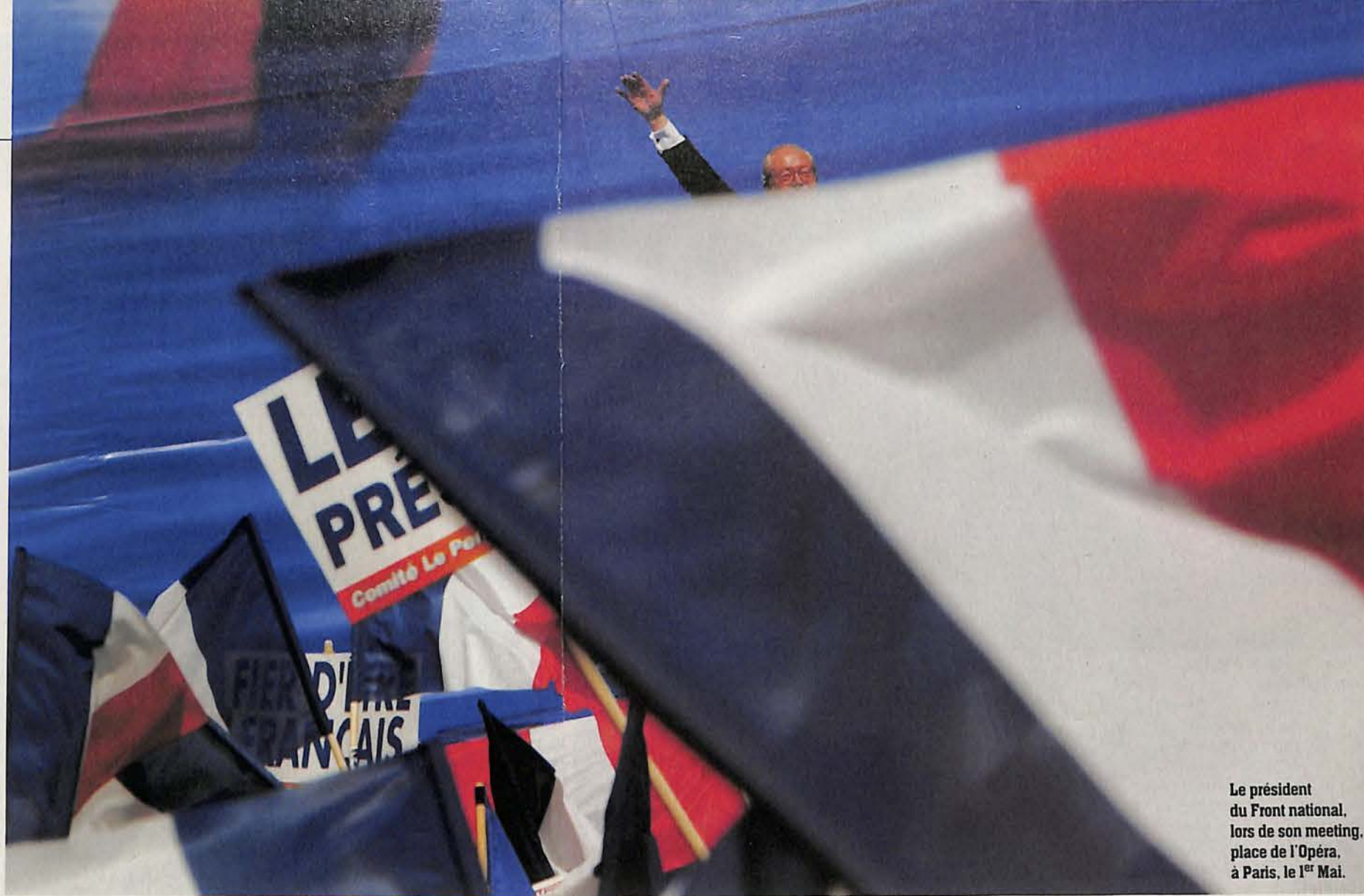
En réalité, Le Pen n'a rien à craindre des juges du fond, même s'ils valident la décision du Parlement européen. Car celle-ci serait aujourd'hui sans effet : sa condamnation à un an d'inéligibilité a expiré il y a déjà longtemps... « Au besoin, nous ressaisirions le

tribunal sur cet argument », indique Marcel Ceccaldi, l'un des conseils juridiques du Front. Nul doute que Le Pen en profiterait pour se poser en victime – sa posture favorite.

Cette audience doit se dérouler neuf jours seulement après le second tour des élections législatives, où l'extrême droite entend peser lourd. Contrairement à Bruno Mégret, président du Mouvement national républicain, Le Pen a confirmé qu'il ne serait pas lui-même candidat, mais qu'il mènerait la bataille. Auréolé sur le plan national, le Menhir ne prendra pas le risque de se faire battre sur le plan local. Mais personne, au Front, ne lui en fera le reproche comme en 1997, où le renoncement du chef à se présenter, à Nice, avait été mal vécu par une partie des militants, instrumentalisés à l'époque par Mégret.

Le Pen réserve à Chirac le même scénario qu'il y a cinq ans. Si possible en pire. A défaut d'avoir déboulonné le président, le leader d'extrême droite va tout faire pour le priver de majorité parlementaire, en plaçant la droite dans sa tenaille. « Il sait qu'il y a maintenant deux droites, analyse un expert du PS : l'une, à l'est de la Loire, qui a besoin de lui ; l'autre, à l'ouest, qui peut s'en passer. » Cette fois, cependant, le FN pourrait obtenir quelques députés, qui auraient le rôle d'arbitres, aux ordres de Le Pen, d'une Assemblée éventuellement ingouvernable. Cette hypothèse, catastrophique, ne peut être exclue. Elle obligerait le gouvernement sorti des urnes, quel qu'il soit, à trouver des majorités de circonstance pour faire passer ses textes. Objectif : affaiblir Chirac, otage à la fois de la gauche et du FN. Invoquant l'impuissance du pouvoir, le parti d'extrême droite ne manquerait pas, alors, d'appeler à la démission du président.

C'est une vieille ruse de Le Pen. Pour tenir ses troupes en haleine et rester en haut ●●●



Le président du Front national, lors de son meeting, place de l'Opéra, à Paris, le 1^{er} Mai.

... de la vague, il brandit régulièrement le spectre de la préparation, voire de l'imminence, d'élections anticipées, législatives ou présidentielle, selon ce qui l'arrange – il a fini par avoir raison, en 1997... « Avec l'extrême gauche dans la rue et les juges à ses trousses, Chirac ne restera pas deux ans », pronostique déjà un membre du bureau politique du FN. Quoi qu'il arrive, viendront les rendez-vous de 2004, les européennes et les régionales. Démolir Chirac. Conscient qu'il ne peut pas, qu'il ne peut plus gagner, que lui reste-t-il d'autre à espérer ?

« Est-ce qu'il sera capable de s'arrêter un jour ? s'interroge, en privé, un membre du bureau politique. Car les gens ont vite fait de vous oublier. » Or toute la vie de Jean-Marie Le Pen montre une aversion pour l'anonymat et les rôles de second plan. Il s'ennuie dès que la routine s'installe. Il a besoin d'esthètes, d'applaudissements. Toutes les occasions sont bonnes pour s'adonner à cette passion : discourir. « C'est un comédien, habité par le spectacle de la politique, dit de lui un proche. Sa vie est en

“La clef n'est pas politique. Elle tient à sa forme et à sa santé”

scène. » Ce n'est pas maintenant qu'il est en haut de l'affiche qu'il va faire ses adieux. « La clef n'est pas politique, souligne un dirigeant frontiste. Elle ne tient pas à 5 ou 10 % de voix en plus ou en moins, mais à sa forme et à sa santé. » « Je serai à votre tête pour autant que Dieu m'en donne la force », a prêché Le Pen pendant la campagne.

Le Pen : une haine intacte



Des manifestants anti-Le Pen, à Paris, le 1^{er} Mai.

Ses héritiers attendront donc. Et, en premier lieu, Bruno Gollnisch, le dauphin désigné. Le « Premier ministre » de Le Pen devra prouver qu'il a non seulement la légitimité, mais aussi l'étoffe d'un chef, s'il veut devenir un jour « président ». Car, au cours de la campagne, le sens politique du délégué général n'a pas vraiment convaincu. « Gollnisch est un homme loyal, qui fait la synthèse de ce qu'est le Front », tempère un cadre du FN. « Etre un bon orateur devant les militants, tout entier dévoué à Le Pen, n'est une qualité ni suffisante ni nécessaire », corrige un autre. « Quand on sait lire entre les lignes, on comprend que Gollnisch n'a pas été adoubé de façon définitive, glisse un troisième responsable. Le Pen a simplement dit qu'il était le mieux placé. » D'autres, murmure-t-on dans les couloirs du Paquebot, le siège du FN à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), se veraient bien, un jour, dans le fauteuil du chef. Mais le président de la France frontiste n'est pas près d'abandonner son château de Montretout, son Elysée personnel... ●

Romain Rosso

Interview

« La leçon de civisme des jeunes »

Anne Muxel est chercheuse au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), auteur de *L'Expérience politique des jeunes* (Presses de Sciences po)

Qu'ont signifié les manifestations des jeunes contre Le Pen ?

► Le 21 avril représente une date fondatrice, non pas d'une politisation des 18-25 ans, mais de leur prise de conscience de l'importance de la démocratie représentative, d'une part, et de l'utilité sociale et politique du vote, d'autre part. Le rapport des jeunes à la citoyenneté va indéniablement s'en trouver changé.

Voter n'allait donc pas de soi ?

► Non. Ces dernières années, les jeunes ont été plus en retrait de la décision électorale que leurs aînés. Non seulement ils mettaient du temps à s'inscrire sur les listes électorales, mais aussi, une fois inscrits, ils s'abstenaient plus que la moyenne des électeurs : 41 % d'entre eux n'ont pas voté aux législatives de

1997 et 53 % ont boudé les municipales de 2001. Pour ces jeunes qui ont grandi sous trois cohabitations – périodes de brouillage politique et programmatique – le vote avait perdu sa signification. Ils se sont rendu compte que le vote est sérieux et qu'il a des conséquences.

Le Pen n'est pourtant pas une découverte ?

► Depuis une quinzaine d'années, toute une frange de la jeunesse, et notamment de la jeunesse étudiante, s'est en effet construite politiquement en réaction à la montée du FN et du racisme. Le risque de le voir accéder au pouvoir était même la seule chose qui faisait dire aux jeunes qu'ils seraient prêts à descendre dans la rue et à avoir un engagement politique, quel qu'il soit. Le 21 avril a représenté

un aboutissement : ils ont touché du doigt ce que pouvait être la menace et se sont mobilisés en masse.

Est-ce à dire que l'antilepénisme est leur seule identité ?

► Au travers de l'antilepénisme, les jeunes défendent plus largement leur attachement aux valeurs démocratiques, mais aussi aux valeurs universalistes. La nature particulière de cette mobilisation les conduit également à reconsidérer l'importance de la médiation des partis et des rouages de la représentation politique. Ils sont demandeurs de renouvellement. En manifestant dans le calme et la dignité, les jeunes ont finalement donné une leçon de civisme à la classe politique. A elle, maintenant, de ne pas rater sa réconciliation avec les jeunes. ●

Propos recueillis par Romain Rosso

Institutions : Chirac se met au régime

Tout en refusant de proclamer la VI^e République, le président esquisse des réformes. Dans la bonne direction ?

Au printemps de 1958, tandis que le général de Gaulle et Michel Debré rédigeaient la Constitution de la V^e République, Jacques Chirac s'échappait sur un autre document : « Le développement économique de l'Isère alpestre ». Quarante-quatre ans après ce rapport de stage de l'ENA – la plus mauvaise note de la promotion – le président de la République doit changer de copie : au burin ou au fusain, il lui faut restaurer la loi fondamentale de la République, aujourd'hui lavis épuisé, et corriger à son tour les institutions. C'est une condition nécessaire, bien qu'insuffisante, à la remise en route d'un Etat réformateur efficace. « Je n'entends pas changer de République », a pourtant tranché Jacques Chirac lors de son ultime jour de campagne, dans une interview au *Télégramme de Brest*. Mais est-il conscient qu'il faut au moins changer la République ?

« L'acte de décès de la V^e République est d'ores et déjà signé », a répliqué le socialiste Thierry Mandon, président de la Convention pour la VI^e République, qui annonce un changement « inéluctable » : « Chirac y sera poussé par les urnes ou, plus grave, par la rue. » La réalité lui donne raison. Créée contre le régime des partis, la V^e voit

celui-ci triompher en 2002 : le nombre des candidats à la présidentielle et le poids des législatives sur le débat élyséen ont signé la victoire des « écuries ». La présence au second tour de Jean-Marie Le Pen, héritier de l'antigaullisme le plus absolu, celui de Vichy et de l'OAS, est un autre symptôme putrescent. Enfin, l'icône du chef de l'Etat, clef de voûte du système, est triplement écaillée : l'omniprésence des affaires a posé le problème de son statut particulier ; le septennat raté de Jacques Chirac et la longue cohabitation ont affaibli la fonction élyséenne ; sa réélection par une majorité composite trouble la notion de légitimité présidentielle.

Un printemps d'épuisement

Si les événements qui en sont la cause n'ont pas la même gravité, 2002 est à la V^e République ce que 1958 fut à la IV^e : un printemps d'épuisement. A la guerre civile larvée qui accompagnait le conflit algérien a succédé aujourd'hui cette guerre civile de velours qui voit trois France coexister sans se parler, sans se croiser même : la France qui croit au système, celle qui vote aux extrêmes pour le détruire et celle qui a perdu tout intérêt pour le destin collectif. En sept ans, l'urgence est passée de la fracture sociale aux cassures nationales, il faut recoller des débris de France.

S'il est essentiel de modifier les institutions, c'est aussi parce que la métamorphose est déjà amorcée : la parité, le quinquennat, l'indépendance laborieuse de la justice ont, entre autres choses, changé

les règles républicaines. Ainsi, la concomitance établie entre les mandats du président et des députés bouleverse les rapports entre l'exécutif et le législatif, associés dans un même contrat calendaire, tout comme elle rend plus incongrue encore l'arme de la dissolution, déjà disqualifiée par la bourde chiraquienne de 1997. Rester au milieu de cette évolution protéiforme reviendrait à statuer une République boiteuse. Il faut aller au bout de ce que Chirac et Jospin, tous deux en proie à leurs calculs tactiques, ont engagé.

Enfin, ce sont surtout les événements électoraux, enfants des institutions et du rapport de forces politique, qui obligent aujourd'hui à réformer les textes. En inversant le calendrier électoral, pour disputer les législatives après la présidentielle, Lionel Jospin souhaitait éviter une éventuelle sanction de son action gouvernementale et passer directement de Matignon à l'Elysée, où il aurait poursuivi sa tâche sous d'autres formes. La configuration politique sortie des urnes le 21 avril offre un scénario inverse : afin d'éviter la cohabitation, Jacques Chirac va s'engager amplement, il l'a dit, dans la campagne des législatives. Au soir du 16 juin, si la droite l'emporte, il sera donc à la fois président de tous les Français et chef naturel de sa majorité.

Du rêve de Jospin – un Premier ministre à l'Elysée pour « présider autrement » – on sera donc passé à la réalité chiraquienne – un président pesant sur Matignon pour « gouverner dans l'action ». Pilotant le Conseil de sécurité intérieure, véritable extension

du « domaine réservé », le président sera aussi le cornac des principaux ministères. « Le chef du gouvernement sera chargé de la mise en musique », concède un député RPR. S'il advient, ce cas de figure valable cinq ans portera un nom : il s'agira d'un régime présidentiel masqué. Si le droit ne valide pas cet état de fait, il y aura une forme d'imposture dans l'omnipotence quinquennale de l'Elysée.

Si la gauche, en revanche, emporte les législatives de juin, la crise de régime sera patente et consommée. Nier la mort clinique des institutions de 1958 serait alors impossible. Soit Jacques Chirac se soumet et, président affecté au rayon chrysanthèmes, instaure par défaut un régime parlementaire. Soit il se démet et, ajoutant la crise à la crise, ne dépose en plein chaos qu'une seule gerbe de chrysanthèmes : sur la tombe de la V^e République.

Pour l'heure, le président nie la déliquescence institutionnelle du pays et la nécessité de réformes. « Il faut abandonner cette manie française de changer de République à chaque crise de régime, s'enflamme Patrick Devedjian, avocat et député RPR. Désormais, nous avons le Conseil constitutionnel, qui a créé l'Etat de droit. Une Constitution, c'est une culture, une jurisprudence, une civilisation. Mettre tout cela au panier, c'est comme brûler la bibliothèque d'Alexandrie ! » Néanmoins, comme toujours, son pragmatisme et son intérêt immédiat expliquent le veto de Chirac : il saura demain se faire grand architecte du chantier constitutionnel si cela lui est nécessaire.



Jacques Chirac à Poitiers, le 9 avril. Lui reviendra-t-il d'enterrer cette création gaullienne par excellence, la V^e République ?

Avec un culot consommé, il a ainsi affirmé à Villepinte (Seine-Saint-Denis), pour le dernier meeting électoral de sa carrière : « J'ai conduit la réforme du quinquennat afin d'adapter la durée du mandat présidentiel au rythme plus rapide des sociétés modernes. » Or, quelques mois avant de fléchir devant les partisans du mandat de cinq ans, il combattait cette réforme en expliquant que « l'expérience et le temps long » primaient dans une époque vibrante ! Dogmatique aujourd'hui, Chirac peut être révolutionnaire demain : le sacré est, pour lui, soluble dans la politique. « Les Français se foutent des institutions », répondit-il, à l'automne de 1994, à deux

conseillers venus lui proposer une réforme. Donc, si les Français s'en préoccupent un jour... « Ils veulent comprendre les mécanismes de décision, ils veulent prendre la parole », a-t-il concédé le 2 mai.

Une démocratie plus directe

D'ores et déjà, Chirac esquisse quelques réformes, de divers modes de scrutin à une relance de la décentralisation, « attente forte », en passant par le référendum, qu'il veut « dédramatiser », c'est-à-dire sans mise en jeu de la démission du président. Encore faut-il ne pas se tromper de direction. Or ces pistes vaguement éclairées par Jacques Chirac, sous couvert de désal-

térer des Français qui « ont soif de transparence et de dialogue », mènent à une démocratie moins représentative et plus directe, notamment le référendum d'initiative populaire, promis une fois de plus par Chirac. Une telle évolution n'est pas la tradition française. Certes, interrogeant 6 000 citoyens suisses pour savoir s'ils étaient contents de leur vie, deux sociologues, Bruno Frey et Alois Stutzer (1), ont établi que le « bonheur » croissait en fonction du nombre de votations pratiquées ! Mais ce qui est bon pour la Suisse, conglomérat de cantons à tradition civique, l'est-il pour la France, nation d'essence politique et passionnelle ? Au bout du raisonnement du président, il y

a la démocratie d'opinion, c'est-à-dire le chiraquisme, mélange de flair, d'opportunisme et d'inconstance, appliqué aux institutions. Le remède tuerait le malade.

« On ne subit pas l'avenir, on le fait », disait Bernanos. Une et indivisible, la République attend autre chose qu'un abandon au fil de l'eau des opinions. Si une « nouvelle gouvernance », selon le mot de Jean-Pierre Raffarin, est nécessaire, il est encore plus vital de poser une main ferme sur un nouveau gouvernement, un appareil institutionnel renoué, pour éloigner le vaisseau France des récifs où il croise depuis sept ans. ●

Christophe Barbier

(1) *Commentaire*, n° 91, automne 2000.



Bernadette Chirac. La victoire de son mari (au premier plan) est un peu la sienne.

Bernadette, la tortue têtue

Sans être dupe, l'épouse du président a été un atout précieux pour la réélection de son mari

C'est l'un des paradoxes de ce début de siècle. Au moment où l'on décide d'imposer la parité des sexes sur les listes aux élections, jamais les hommes politiques n'ont tant usé des femmes comme faire-valoir. Revoici donc Bernadette, relookée, redécouverte, comme récupérée sur le tard par son président de mari. La victoire de Jacques Chirac, c'est un peu la sienne : « J'ai fait ce que j'ai pu pour l'accompagner dans son destin », écrit-elle. Ce qu'elle a pu. Et ce qu'on a bien voulu.

Elle avait resurgi pour la campagne des municipales, l'an dernier. Certains candidats, qui boudaient leurs leaders nationaux, réclamaient Bernadette. Jérôme Monod a rédigé une note au président expliquant, en substance : « Elle peut vous faire gagner 2 ou 3 points... » Puis elle a cartonné dans les sondages. Les télés se la sont arrachée.

Chez Michel Drucker, on l'a traitée en héroïne de *soap* opérétique, un mélange d'épouse de candidat, de sainte Pièces-Jaunes et de première dame de France. Son livre, écrit avec Patrick de Carolis (*Conversation*, chez Plon), est resté dix semaines en tête du hit-parade de L'Express. Puis elle est repartie au combat pour la présidentielle. Jusqu'à la Réunion, où elle s'est rendue seule. De meeting en meeting, la foule a scandé son nom. En fin de soirée, Chirac lui faisait signe de monter sur l'estrade. Elle se laissait prier. Esquissait son sourire un peu crispé. Bichette a toujours eu du mal à se détendre. Elle n'est pas dupe. Surtout pas de son mari.

Il n'y a pas si longtemps, les conseillers du président, sa fille en tête, suppliaient qu'on ne la laisse pas en tête à tête avec un micro, de peur d'un dérapage. Il n'y a pas si longtemps, parfaitement consciente des rumeurs courant sur la vie privée de son mari, elle s'extirpait de sa 205 rouge en ironisant crânement, face aux journalistes : « Mais je ne suis pas Claudia Cardinale ni Gina Lollobrigida ! » Il n'y a pas si longtemps, *Les Guignols* la

traînaient dans la boue, ridiculisant son allure BCBG et son sac à main matelassé. Aujourd'hui, elle ne craint pas de raconter que, dans ce fameux petit Chanel, il y a un chapellet béni par Jean-Paul II, outre des bonbons qu'elle sort à l'occasion. Au cours d'un entretien, elle interroge tout à trac un journaliste : « Vous trouvez que j'ai un look mère ? » Et elle ne demande à personne la permission de dire au *Figaro Magazine* qu'elle est contre le Pacs, alors que son époux observe un silence prudent sur le sujet. Pas très tendance, certes. Et alors ?

On ne change pas un homme

Avec cette façon tranquille de défier les modes et l'opinion, Bernadette donne une sorte d'assise à son Jacques. Il pense politique, parle énarque et ne croit pas en grand-chose. Elle l'ancre à droite, dans un catholicisme ferme, mais tolérant. On accuse Chirac d'être une girouette. Elle est fidèle à elle-même, à son train de « tortue » têtue, à son sens du devoir, à son respect des conventions, à ses inimitiés. On le dit coureur. Elle préface : « Et puis très enjoleur. »

● Jacqueline Remy

Et n'a pas peur d'avouer sa jalousie : « Avec les filles, ça galopait », reconnaît-elle bravement. « Vous pleurez un autre jour », lui répétait sa mère quand elle était enfant.

Cette bourgeoise au nom d'aristocrate, Chodron de Courcel, ressemble à ces paysannes françaises qui, depuis le fond des âges, résistent à l'humiliation que leur infligent les hommes, font face aux épreuves, préservent l'essentiel. Elle parle de son mari avec un mélange d'admiration, d'apitoiement et d'humour, bluffée par l'animal, attachée à l'époux comme à son rocher, et vaguement grinçante. Sa frénésie l'agace et l'épate. Chirac, dans son regard, c'est l'éternel masculin : un peu court, mais si puissant. On ne change pas un homme. On fait avec.

Ce regard de femme traditionnelle et digne, à qui on ne la fait pas, donne curieusement une densité à Chirac, une étoffe. Si elle, qui le connaît si bien et ne lui passe rien, reste totalement solidaire après tant d'années, cet homme, donc, ne serait pas qu'un bateleur égotiste... D'ailleurs, s'il exagère, elle ne se gêne pas pour le cingler d'une formule assassine. Devant témoins, au besoin. Elle peut tout se permettre, car, au fond, elle ne se permet rien.

Conseillère générale de Corrèze, maire adjointe de Sarrazin, elle se contente de ne pas lui mégoter son appui, scandalisée par les « calomnies » dont Supermateur est la cible. Elle a souffert parce que les femmes aimaient trop Chirac. Mais elle souffre encore plus que les Français « ne l'aiment pas », comme elle l'a soufflé. Alors, elle n'a pas hésité. Pour que les Français l'aiment, puisqu'elle l'aime, elle a joué ce qu'elle était, ne cachant rien, dans son livre, pas même l'anorexie de leur fille Laurence, dont elle parle pour la première fois. Le couple Chirac a gagné. Bernadette n'est pas du genre à oublier que les Français n'ont pas voté pour elle, mais pour son mari. Tant mieux. ●

Chirac vu de Beaucaire

Dans ce fief lepéniste du Gard, le président n'a pas la cote. Même parmi ceux qui ont voté pour lui le 5 mai

C'est l'heure de l'apéritif au bar des Halles, à deux pas de l'hôtel de ville de Beaucaire. Derrière le comptoir : Gérard, le patron, un grand gaillard aux cheveux grisonnants. En face de lui, sur les tabourets : Georges, ouvrier, ancien des Jeunesses communistes ; Abdelkrim, ex-militaire, aujourd'hui homme d'affaires ; Michel, informaticien de famille gaulliste ; et Edouard, fonctionnaire à la retraite. A l'instar de 36,15 % des Beaucairois, ils ont presque tous, le 21 avril, voté pour Jean-Marie Le Pen. Avant de récidiver le 5 mai. Le Pen, le seul qui leur soit apparu apte à répondre à leurs angoisses quand, dans une ville où 1 habitant sur 4 est d'origine maghrébine, « les Arabes occupent », dans le secteur sauvegardé, le cœur de leur ville devenu « ghetto ».

Jacques Chirac est leur bête noire. « Un escroc ! Un menteur ! » s'exclame le patron. « Entre lui et de Gaulle, c'est vraiment la nuit et le jour ! » lance Michel. « Avoir refusé le débat avec Le Pen, ça montre qu'il n'a pas de tripes ! » enrage Edouard. « La France n'est plus respectée à l'étranger, s'indigne Abdelkrim. La politique de Chirac est muette. Il ne laissera pas de trace ! »

Depuis 1983, Beaucaire, 14 000 habitants, est gouverné par un drôle de maire : Jean-Marie André, 65 ans, un ancien de l'enseignement pu-



Le canal du Rhône, à Beaucaire.

Jean-Marie André. Un drôle de maire, ancien de l'enseignement public et d'Emmâüs, mais parfois plus virulent que Le Pen.

blic et d'Emmâüs réélu en 2001 avec 56 % des suffrages. Sur l'immigration et l'insécurité, ce proche d'Alain Madelin est parfois plus virulent que Le Pen. En 1995, il avait fait adopter par son conseil municipal une délibération réclamant un moratoire pour soumettre toute implantation d'étrangers à l'autorisation préalable du préfet. Sans aucun enthousiasme, le maire de Beaucaire a appelé à voter, le 5 mai, pour un candidat qui, dans sa ville, a grappillé voilà deux semaines à peine 13 % des suffrages : « Je préfère encore Chirac à Le Pen », explique-t-il, tiraillé et navré.

« Jospin, lui, c'est un homme respectable »

André range en effet clairement le président parmi ces dirigeants de droite qui, sur les terrains de l'insécurité et de l'immigration, cèdent, à l'en croire, au « terrorisme de la gauche » et refusent d'entendre les « cris d'alarme ». En janvier 1996, à l'Elysée, Jean-Marie André, alors député du Gard, avait saisi l'occasion de la présentation des vœux des parlementaires de la majorité au président pour faire part à Chirac, en tête à tête, de ses

affaires de premier magistrat : « Je suis conscient de ces problèmes », lui avait répondu le chef de l'Etat. Colère rétrospective d'André : « Rien n'a suivi ! »

Les 11 adhérents beaucairois du RPR ne sont pas à la fête. Conseillère municipale, Michèle Vitry confesse : « J'aime beaucoup l'homme Chirac, mais je le trouve trop bon, trop brave. Il supporte trop facilement le laxisme ambiant. » Egalement conseiller municipal, le chef local du Front national, Antoine Boyer, 77 ans, déteste, lui, viscéralement le président. Dans un second tour Chirac-Jospin, le Premier ministre aurait eu sa voix : « Lui, c'est un homme respectable ! » Boyer tient Chirac pour « une baudruche, un arriviste », un « traître » qui, en 1981, aurait fait voter en coulisse pour Mitterrand, un « imbécile » qui, en 1995, a fait capoter tout accord électoral entre le FN et la droite. La conviction d'Antoine Boyer est arrêtée depuis longtemps : « Chirac, c'est l'homme des lobbies juif et franc-maçon ! »

Ex-cadre bancaire, conseiller municipal socialiste, André Michelozzi a mené, aux der-

nières élections municipales, la liste de la gauche plurielle. Le 5 mai, sans états d'âme, il a voté Chirac : « A Beaucaire, plus que partout ailleurs, c'était vital : le danger Le Pen est ici trop palpable. » Mais son regard sur le président n'a pas changé : « Il est sympathique, mais ses habits présidentiels sont trop grands pour lui. » Michelozzi ne voit pas d'autre issue à la crise politique qu'une vaste remise en chantier de la maison France, précédée de la rédaction de cahiers de doléances puis de la réunion d'états généraux : « Il faut une refondation, et Chirac n'est vraiment pas l'homme de la situation. »

L'un des rares Beaucairois à défendre Chirac est Mohamed Babouchi. En 2001, cet étudiant en droit s'était lancé dans l'arène municipale : sa liste, Renouveau pour Beaucaire, avait réuni 2,8 % des voix. Au premier tour de la présidentielle, il a voté Chevènement, au second, Chirac : « C'est un homme d'Etat. » Affirmation accompagnée d'une recommandation : « Maintenant, il faut qu'il travaille sérieusement... » Jacques Chirac, encore un effort ! ● Jacques Molénat

Jospin déjà loin

Etrangement détaché après sa défaite du 21 avril, le Premier ministre a néanmoins joué son rôle jusqu'au bout

« **B**on sang, mais qu'est-ce qu'ils fabriquent ? » 13 h 40, rue du Regard, à Paris. Dans sa voiture, un automobiliste s'impatiente, coincé derrière une fourgonnette arrêtée devant le domicile de Lionel Jospin. Le chauffeur a ouvert les portes arrière, laissant apparaître deux portants de costumes. L'homme arrive de Matignon. Ce jeudi 2 mai, le déménagement du chef du gouvernement a commencé.

Jusqu'au bout, Jospin sera resté Premier ministre. Dans tous les sens du terme, il n'a pas déserté. Même si, dans sa tête, il est ailleurs déjà, loin parfois, sans doute, de ce corps un peu raide, toujours assis derrière le bureau et qui expédie les affaires courantes. Jusqu'au bout, Jospin aura profité des résidences mises à la disposition de sa fonction : ainsi, c'est à la Lanterne, à Versailles (Yvelines), qu'il connaît un vrai moment de bonheur, après le 21 avril. Quand il remporte le deuxième set du match de tennis qui l'oppose à Jean-Pierre, le meilleur de ses officiers de sécurité, victorieux dans la première manche... Sept jeux à cinq, Jospin n'a rien perdu de cette rage qui l'exaspère lorsqu'il perd, et le pousse à se battre encore. Comme un gosse, il en est tout fier.

Le reste ? La vie. Lundi, il apprend que l'un de ses très proches conseillers n'a pas retenu ses sanglots, la veille au soir, en l'écouter annoncer qu'il se retirait de la scène politique. Il l'appelle dans son bureau, trouve les mots qui



Lionel Jospin, le 24 avril. Il ne veut ni commission à la Rocard, ni mairie à la Barre, ni éternel retour à la Giscard.

les font sourire tous les deux : « Sylviane m'a dit, pour hier... Un grand garçon comme toi ! » Mardi, devant un autre qui insiste, « Lionel, est-ce que c'est fini, définitivement fini ? », Jospin se lance dans l'une de ces analyses interminables dont il a le secret. Il invoque son âge, 65 ans bientôt, trop vieux, trop tard. Il ne veut pas d'une commission à la Rocard, pas d'une mairie à la Barre, il ne veut pas d'un éternel retour à la Giscard et encore moins d'une « posture » à la Mendès France : « Les références morales, c'est bon pour les bibliothèques. »

Dans son entourage, certains ont cessé de lire la presse. A lui pas une ligne n'échappe. Jeudi après-midi, « L'impossible évasion », un éditorial signé Pierre Georges dans *Le Monde* daté du 26 avril, le fait réagir : « Lionel Jospin va vivre un enfer, assure le journaliste. Ne passant inaperçu nulle part. N'étant tranquille en nulle activité. » « Je ne suis pas d'accord du tout », lance-t-il, assurant qu'il aura la paix. Détaché au point de s'irriter de l'insistance de Pierre Mos-

covici ou d'Olivier Schrameck pour qu'il appelle clairement à faire barrage à l'extrême droite dans les urnes. Cette histoire-là est déjà derrière Jospin.

Une vie politique s'achève

Il écrit, beaucoup. Répond aux messages qu'il reçoit. Travaille encore, jusqu'à l'absurde : une heure et demie avec Elisabeth Guigou pour régler un problème lié à l'Union professionnelle des artisans. Au téléphone, avec Bertrand Delanoë ou avec François Hollande, il a parlé politique, commenté le foot. Samedi soir, Sylviane et lui sont allés au cinéma – on passait *Gosford Park*, le dernier film de Robert Altman, à La Pagode. Une histoire de meurtre...

Jospin a trié ses papiers, classé ses archives ; il y a eu la longue série des « derniers », le dernier Conseil des ministres, d'une affligeante banalité, le dernier séminaire gouvernemental, pas le plus émouvant, le dernier déjeuner de tous les collaborateurs, qui s'étaient réunis le matin

même pour créer l'Association des anciens du cabinet de Lionel Jospin à Matignon. Et puis il y a eu le lundi 6 mai, enfin. La démission, une portière qui claque. Une vie politique s'achève dans le bruit d'un moteur qui s'éloigne.

Emportera-t-il, dans sa maison de l'île de Ré, la chaîne stéréo offerte par son cabinet ? La machine à café choisie par les officiers de sécurité ? En tout cas, il n'a besoin de rien pour son bureau, puisqu'un bureau, il n'en veut pas. Aux frais de l'Etat, comme un ex-Premier ministre y a droit, il a juste accepté de conserver Thierry et José, ses officiers de sécurité, ainsi que « Victo », son assistante.

Demain, plus tard, bientôt, sur le marché d'Ars-en-Ré, Lionel Jospin va croiser M. le Maire. Jean-Louis Olivier, élu divers droite, encore ulcéré que son nouvel administré n'ait pas pris soin de venir le saluer, et qui n'a jamais accepté la distinction invoquée entre la personnalité publique et l'homme privé. « L'impossible évasion » – et si c'était vrai ? ●

Elise Karlin

Législatives : les 11 clefs du scrutin

La présidentielle passée, voici le temps des législatives, prévues les 9 et 16 juin. Elles seront tout sauf une formalité

Ce n'est qu'une supposition, mais elle est diablement éclairante. Supposons donc que, le 9 juin, les Français votent exactement de la même manière que le 21 avril. Même abstention, même rapport gauche/droite, même score de l'extrême droite. Et observons les résultats de cette règle mécanique. La gauche obtiendrait la majorité des sièges à l'Assemblée nationale.

Surprenant ? Oui et non. Oui, puisque la gauche, pour la deuxième fois de son histoire, a été éliminée du second tour de la présidentielle. Non, dans la mesure où son recul a été moins marqué que celui de la droite modérée. Si Lionel Jospin a perdu près de 7 points par rapport à 1995, le total de la gauche de gouvernement (y compris Jean-Pierre Chevènement) atteint 32,4 %, pour 35,2 % en 1995. La droite modérée, elle, est passée de 44,1 % il y a sept ans à 37,9 % (y compris le vote Saint-Josse) en 2002. Non encore, car la progression de l'extrême droite devrait multiplier les triangulaires avec le Front national et, dans la plu-

part des cas, celles-ci pénalisent les amis de Jacques Chirac. Le maintien d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale est donc moins extravagant qu'il n'y paraît.

Encore une fois, il ne s'agit que d'une simulation (voir l'encadré), qui suppose la répétition du même vote entre le 21 avril et le 9 juin. Rappelez cette hypothèse, c'est montrer sa limite. Car il est évident que les législatives ne seront pas une simple répétition de la présidentielle. Voici les clefs du prochain scrutin.

1. La règle électorale

Détail qui n'en est pas un : aux législatives, seuls les candidats ayant franchi la barre des 12,5 % des inscrits ou, à défaut, les deux candidats arrivés en tête, peuvent se maintenir au second tour. Avec une abstention de 28,4 %, comme au premier tour de la présidentielle, cela veut dire qu'il faut obtenir au moins 17,46 % des suffrages exprimés, plus que le score moyen de Jospin ou de Le Pen ! Parce que le seuil des 12,5 % n'est pas une formalité, chaque camp va s'efforcer de parvenir sinon à une unicité de candidature, du moins à une diminution de leur nombre.

2. Le taux de participation

Conséquence mécanique : plus l'abstention sera faible, plus le nombre de candidats capables de se présenter au se-

cond tour sera grand. Si, dramatisation aidant, l'on assiste à un surcroît de mobilisation et que l'abstention tombe à 20 %, le taux à obtenir par rapport aux suffrages exprimés ne sera que de 15,6 %. Si, à l'inverse, les Français estiment que l'essentiel s'est joué au moment de la présidentielle et que l'abstention grimpe à 31,6 %, comme en 1997, il faudra rassembler 18,27 % des suffrages pour disputer le second tour... Dans le premier cas, le FN pourrait maintenir 328 candidats. Dans le second, seulement 220.

3. La loi sur le financement des partis

Si la règle électorale pousse à l'union, la règle financière, elle, incite à la dispersion. C'est en effet sur le nombre de suffrages obtenus au premier tour des élections législatives qu'est calculé pour partie le financement public des partis politiques. Un petit mouvement qui se retirerait en de trop nombreux endroits au nom de l'intérêt de son camp risquerait l'asphyxie financière. Un certain éparpillement est donc probable. ► A l'extrême droite, il est acquis, pour cette raison, que le MNR de Bruno Mégret cherchera à présenter le maximum de candidats. C'est pourquoi on ne peut additionner, au premier tour, les scores des deux candidats d'extrême droite pour prévoir le nombre de triangulaires. Au second, en revanche, le MNR peut représenter une force d'appoint appréciable pour le FN, et réciproquement.

► Côté « républicain », Jean-Pierre Chevènement a annoncé qu'il aurait des candidats presque partout. ► A gauche, le principe d'une candidature unique PS-PC-Verts-Radicaux est acquise dans tous les cas où l'extrême droite pourrait l'emporter (une vingtaine de circons-

criptions, selon les pointages du PS). D'après l'accord prévu, les socialistes devraient laisser le terrain libre aux Verts dans 42 circonscriptions, mais ceux-ci en espèrent 20 de plus. Réciproquement, les écologistes se retireront dans une centaine de cas. Une quinzaine d'accords similaires sont prévus par le PS au profit du PC, en échange du retrait des candidats communistes dans une cinquantaine de circonscriptions. Mais les négociations sont encore en cours...

► A droite, l'UDF de François Bayrou et DL d'Alain Madelin sont proches de l'étranglement. L'Union pour la majorité présidentielle (UMP), la nouvelle formation annoncée dans la foulée du premier tour de la présidentielle, sous le contrôle d'Alain Juppé, tente d'affirmer son hégémonie.

4. L'offre électorale

Il y a eu 16 candidats à l'élection présidentielle. Il est évident que tous n'auront pas un représentant dans chaque circonscription. A l'inverse, comme d'habitude, des personnalités locales, des partis régionalistes, quelques mouvements parasectaires ou même de simples escrocs trouveront là une occasion de s'exprimer ou de récolter des fonds. En 1997, on avait compté une moyenne de 11,2 candidats par circonscription en métropole. Plus ils seront nombreux, plus la barre des 12,5 % des inscrits sera difficile à franchir.

5. L'impact des personnalités locales

A la présidentielle, le FN a présenté partout son meilleur candidat : Jean-Marie Le Pen. Il n'en sera pas de même aux législatives, où, à quelques exceptions près, le candidat le péniste n'aura ni la même notoriété ni le même charisme que son chef. D'où un affaiblissement possible du score



Dans un bureau de vote. Le scrutin du mois de juin ne pourra pas être une simple réplique de la présidentielle.

du Front national. En 1997, toutefois, le parti était parvenu à égaler le score de Le Pen à la présidentielle de 1995.

Le PS, qui dispose de nombreux élus très bien implantés, peut espérer bénéficier du phénomène inverse. Henri Emmanuelli, qui avait obtenu 46,2 % en 1997, ne devrait avoir aucun mal à dépasser les 24,7 % de Lionel Jospin dans sa circonscription (Landes, 3^e). Le peu connu Alain Le Vern (Seine-Maritime, 12^e) – 45,7 % en 1997 – améliorera sans aucun doute le piteux 13,4 % du candidat socialiste.

Ce raisonnement vaut également pour la droite, laquelle dispose aussi d'un réseau d'élus bien implantés, qui devraient, sur leur notoriété locale, améliorer le score de Jacques Chirac. C'est le cas, par exemple, de Jean-Luc Warsmann (Ardenne, 3^e) – 39,7 % en 1997 – qui devrait surclasser les 19,6 % locaux de Jacques Chirac.

6. L'attitude de l'électorat de gauche

Si l'offre électorale a son importance, la réponse des Français est encore plus importante. A gauche, soit l'abattement l'emporte, après la défaite historique de la présidentielle, et le pire est à craindre pour elle. Soit, au contraire, une volonté de revanche, un sentiment de remords et un réflexe de vote utile dominant et le candidat de gauche le mieux placé peut espérer une divine surprise.

7. Les premières mesures du nouveau gouvernement

Des mesures symboliques, notamment sur le terrain de la sécurité, seraient à double tranchant. Elles peuvent tout aussi bien séduire l'électorat d'extrême droite que, au contraire, le renforcer dans son choix initial si, comme le martèle Jean-Marie Le Pen, « les Français préfèrent toujours l'original

à la copie ». Une telle posture devrait également avoir pour effet d'entraîner une forte mobilisation à gauche.

8. Des accords de désistement droite-extrême droite ?

Officiellement, il n'y en aura pas. Des hommes comme Jacques Chirac, Alain Juppé, Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy avaient rappelé cette règle avec fermeté lors des élections régionales de 1998. Mais, ce scrutin l'avait aussi montré, le contrôle des appareils n'est pas toujours efficace. On ne peut exclure qu'ici et là des accords soient passés. Dans le Languedoc-Roussillon, par exemple, où, en 1997, la droite a perdu 16 des 17 sièges qu'elle détenait depuis 1993, des soupçons pèsent sur Jacques Blanc, élu avec les voix lepénistes à la présidence du conseil régional. « La droite se partage comme la météo : antifasciste

au nord de la Loire, accommodante au sud », persifle un député socialiste. La présence au meeting de Lyon de Jacques Chirac, le 25 avril, de Jacques Blanc, mais aussi de Jean-Pierre Soisson et de Charles Millon, élus grâce à l'extrême droite à la présidence des régions Bourgogne et Rhône-Alpes en 1998, en a troublé plus d'un.

9. La perspective d'une nouvelle cohabitation

On dit les Français cohabitationnistes. Dans cette hypothèse, la reconduction d'une majorité de gauche et d'un président de droite n'aurait rien d'incohérent. A l'inverse, s'ils considèrent que le brouillage du clivage droite-gauche sert avant tout l'extrême droite, ils pourraient vouloir donner à Jacques Chirac la majorité dont il a besoin pour appliquer son programme. Sous la V^e République, on n'a jamais vu ●●●

Pour les élections législatives, au fond de vous-même, souhaiteriez-vous...

... la victoire de l'union de la gauche	40 %
... la victoire de l'union RPR-UDF-DL	41 %
... ni l'une ni l'autre	10 %

NSP 9 %

Question posée par l'Ifop les 2 et 3 mai 2002, dans l'hypothèse de la réélection de Jacques Chirac, à un échantillon de 960 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, inscrites sur les listes électorales. Méthode des quotas.

... un président perdre des législatives organisées dans la foulée de son élection. Toutefois, en 1988, François Mitterrand n'avait obtenu qu'une majorité relative.

10. Les enjeux pour les partis

► **Extrême gauche.** Malgré une progression remarquable, l'extrême gauche, unie ou désunie, ne sera en mesure de se maintenir nulle part si elle obtient le 9 juin les mêmes scores que le 21 avril.

► **PC.** Ayant quasi disparu de la scène présidentielle (3,6 %), le PC devient peu à peu, pour l'essentiel, un parti régional. Corollaire : il dispose d'élus locaux bien implantés, dont les scores seront largement supérieurs à ceux de Robert Hue, a fortiori s'ils bénéficient dès le premier tour du soutien du PS. Le PC dispose aujourd'hui de 38 députés. Il n'est pas dit qu'il sauvera son groupe parlementaire (20 députés au minimum).

► **Verts.** Le parti écologiste compte 6 députés sortants. 3 sont menacés : Marie-Hélène Aubert (4^e d'Eure-et-Loir), André Aschieri (9^e des Alpes-Maritimes) et Jean-Michel Marchand (4^e du Maine-et-Loire). ► **PS.** Si la gauche obtient la majorité, personne ne disputera Matignon à François Hollande. Si la déroute sort des urnes, comme en 1993, la direction socialiste sera balayée. Si la défaite est honorable, la bataille pour la succession de Hollande sera plus difficile à mener. Dans tous les cas, une révision idéologique – pourquoi la gauche ne représente-t-elle plus le peuple ? – ne pourra pas être évitée.

► **Pôle républicain.** Le score de Jean-Pierre Chevènement à la présidentielle ne lui laisse aucun espoir de constituer un groupe parlementaire. L'enjeu, pour lui, est désormais plus prosaïque : faire réélire les siens (8 députés sortants). Pour cela, il faut que le PS leur laisse le champ libre. Ce n'est pas acquis : le PS attend de l'ancien ministre de l'Intérieur un engagement clair à gauche.

Simulation

La gauche n'a pas encore perdu

Dans l'Assemblée nationale sortante, la gauche compte 320 députés et la droite 257. Si les Français votaient de la même manière lors du premier tour des législatives que lors du premier tour de la présidentielle, la gauche obtiendrait 319 élus, la droite 256 et le Front national 2.

Comme toute simulation, celle-ci repose sur un certain nombre d'hypothèses :

– La gauche de gouvernement et la droite modérée passent des

accords pour présenter des candidatures uniques partout où elles sont menacées, en cas de dispersion, de ne pas franchir la barre des 12,5 % des inscrits.

– Le Front national se maintient partout où il le peut, soit dans 237 circonscriptions.

– Aucun accord de désistement n'est signé entre la droite et l'extrême droite.

– Au second tour, en cas de triangulaire, les reports de voix s'effectuent de la manière suivante :

► Pour le candidat d'extrême droite : 100 % des voix

Le Pen et Méret.

► Pour le candidat de droite : 100 % des voix de la droite modérée (Chirac + Bayrou + Madelin + Lepage + Boutin) + 50 % du vote chasseurs.

► Pour le candidat de gauche : 100 % des voix de la gauche rattachée au gouvernement sortant (Jospin + Mammère + Taubira + Hue) + 75 % du vote Chevènement + 75 % du vote d'extrême gauche + 25 % du vote chasseurs.

– En l'absence de triangulaire, les voix d'extrême droite se répartissent à 50 % en faveur de la droite, à 25 % en faveur de la gauche

et à 25 % dans l'abstention, les votes blanc et nul.

Selon ces hypothèses, les résultats seraient les suivants :

– Sur 257 circonscriptions, la droite en conserverait 204.

► Elle en perdrait 51 au profit de la gauche et 2 au profit de l'extrême droite (la 3^e et la 4^e du Vaucluse).

► Elle en gagnerait 52 sur la gauche.

– Sur 320 circonscriptions, la gauche en conserverait 268.

► Elle en prendrait 51 à la droite.

► Elle en perdrait 52 contre la droite

et aucune contre l'extrême droite.

Précision fondamentale. On ne compte que 421 circonscriptions « solides » (où l'écart est supérieur à 3 points) : 235 de gauche, 186 de droite, aucune au profit de l'extrême droite. Dans les 156 autres, on peut donc considérer que toute prévision est hasardeuse. La majorité absolue étant de 289 sièges, une seule conclusion s'impose : « Too close to call », trop serré pour trancher, comme pour George Bush et Al Gore aux Etats-Unis.

► **UMP.** La commission d'investiture de l'Union pour la majorité présidentielle, présidée par Jean-Claude Gaudin, a fait le tour des circonscriptions. Mais le conseiller élyséen Jérôme Monod a interdit la publication des noms des candidats pressentis tant que ces derniers ne se sont pas engagés par écrit sur cinq points, notamment « soutenir Chirac » et « contribuer au financement de l'UMP ». Une copie certifiée conforme de leur inscription en préfecture, sous ses conditions et « sans ajout », est même exigée, sous peine de représailles.

► **UDF.** Les députés proches de François Bayrou sont soumis à de fortes pressions. « Ils essaient de nous rayer de la carte, le bras de fer est compliqué pour nous », admet-on à l'UDF, où l'on cherche un moyen de survivre. L'idéal pour elle serait de pouvoir constituer un groupe

autonome, à côté de l'UMP.

► **DL.** La situation est la même pour Alain Madelin, mais en pis. Le candidat libéral a vu ses ultimes fidèles l'abandonner les uns après les autres la semaine dernière. Pour cette raison, Bayrou et Madelin pourraient réunir leurs maigres troupes dans l'espoir de franchir la barre fatidique des 20 députés nécessaires pour former un groupe.

► **Extrême droite.** Les amis de Jean-Marie Le Pen (et, marginalement, de Bruno Mégret) peuvent espérer un certain nombre d'élus. Leurs meilleures chances se situent dans la 3^e et la 4^e circonscription du Vaucluse. Mais, a priori, ils ne seront qu'une poignée – entre 5 et 7, au maximum, selon les chiraquiens.

11. Les groupes charnières

De quatre choses l'une.

► Soit la gauche obtient à nou-

veau la majorité absolue, et la France s'engage dans une nouvelle cohabitation.

► Soit l'Union pour la majorité présidentielle l'emporte seule et Jacques Chirac a les coudées franches pour mener sa politique comme il l'entend.

► Soit l'UMP ne dispose que d'une majorité relative et doit négocier avec les amis de François Bayrou pour obtenir la majorité absolue. Le leader centriste est alors en position de force.

► Soit le Front national obtient suffisamment d'élus pour empêcher la droite modérée comme la gauche d'atteindre la majorité absolue, et tente de jouer les arbitres. Le gouvernement s'appuie alors sur une majorité relative. Sans doute le pire des scénarios. Mais aussi le moins probable. ●

Pierre Falga et Michel Feltin, avec Elise Karlin, Eric Mandonnet et Romain Rosso

Portrait
Chirac
l'activiste
indécis

Les Français ne s'y sont pas trompés : le président qu'ils viennent de réélire a de fortes convictions démocratiques et républicaines. Mais, tout au long de sa carrière, cet homme de mouvement a souvent changé de cap. Il va plus que jamais devoir faire preuve de détermination

● Denis Jeambar

Le président
de la République,
à l'Élysée,
en 1997.



Lors de sa communion solennelle, le jeune Jacques avec son père, François Chirac, et sa mère, Marie-Louise.

Le personnage nous vient d'une autre époque. A l'exception des gérontocrates chinois, Jacques Chirac est le dernier grand dirigeant de la planète né avant la Seconde Guerre mondiale. En soi, après ce scrutin qui l'a opposé à un surhomme de l'extrême droite, le fait paraît presque rassurant. Les morsures de l'Histoire forgent l'expérience, le caractère et la pensée.

Jacques Chirac, depuis plus de soixante-neuf ans maintenant (il est né le 29 novembre 1932), en a beaucoup vu. Une existence épaisse comme un recueil de souvenirs français. Naissance à Paris, fuite familiale dans le Midi en juin 1940, l'Occupation, le débarquement de Provence, le retour à Paris, l'après-guerre à Saint-Germain, la IV^e République avec le regard d'un étudiant à Sciences po, un peu de bourlingue à travers les Etats-Unis, une pincée de communisme, une petite vibration socialiste, un beau mariage aristocratique, l'ENA comme ascenseur social, Saumur et l'Algérie, puis, dans les sommets de l'Etat à Paris, une vie de cabinet auprès de Pompidou, l'épreuve électorale enfin en 1967.

Chirac est né officiellement en politique le 12 mars 1967, comme député de la Corrèze. Depuis, son curriculum vitae est devenu aussi fourni que les Evangiles : trente-cinq années de vie politique au premier rang et au premier plan. Pas une bataille qui ne l'ait vu s'engager avec un appétit insatiable et un irrépressible besoin d'en découdre. Comme si, pour exister, Jacques Chirac avait pour seul ressort l'action.

Inutile de rechercher dans son passé une pause, un moment de retrait. Les jambes de cet homme-là ont la danse de Saint-Guy, une frénésie d'espace. Pour rester debout, Chirac doit bouger. L'immobilité, pour qu'il reprenne son souffle et recouvre ses sens, lui est viscéralement étrangère. Il n'est que mouvement, un personnage si mobile qu'il en paraît souvent dispersé. Impossible de trouver un point fixe, un profil net dans cette carrière stroboscopique. Chirac le colloïdal ne peut être saisi ni par une photo qui le révélerait, encore moins par une sculpture : le marbre ou le bronze exigent de la lumière et de la clarté pour figer l'intériorité du sujet. Chirac va trop vite pour trouver son Rodin ou son Rude. Il est insaisissable parce qu'il peut être partout à la fois, à droite, à gauche, au centre, libéral, travailliste, nationaliste, mondialiste, européen, souverainiste. Dans notre panthéon, il peut tenir tous les rôles sans que l'on puisse savoir où est sa vérité intime. Dans ce métier impudique qu'est la politique, il réussit l'incroyable performance de ne jamais rien montrer ●●●



A 10 ans, jouant avec son grand-père, en Corrèze.

Ses
jambes
ont une
frénésie
d'espace.
Pour
rester
debout,
Chirac
doit
bouger



A 19 ans, dans la rue, à Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Mars 1956,
en Algérie.
le sous-lieutenant
reçoit la visite
de Bernadette.



... de lui-même. Au point qu'on ne sait plus s'il dissimule une faille profonde ou une angoisse du néant.

Il ne s'agit pas ici de gloser sur son intelligence. Elle est supérieure et remarquable. Plus cultivé qu'il n'y paraît, c'est un avaleur de dossiers, qu'il peut resservir avec une impressionnante capacité de synthèse. Mais un QI de très bon aloi ne fait pas un géant politique. Il faut aussi que les neurones servent une cause et un projet. Si loin qu'on remonte dans le passé de Jacques Chirac, rien de ce qui fabrique un homme d'Etat supérieur n'apparaît encore. A l'exception de son discours sur la responsabilité de l'Etat français sous l'Occupation, on ne trouve pas dans son histoire politique de repères qui traduiraient l'ampleur de ses vues et de sa réflexion. Si Jacques Chirac a une philosophie, c'est l'activisme. A son crédit, il faut mettre le goût des responsabilités. Il se jette dessus, les exerce et les assume avec une vitalité et un appétit hors normes. Mais, au fond, dans les limites, naturellement, du cadre démocratique et républicain, qu'il a toujours scrupuleusement défendu et respecté, la cause qu'il porte et plaide ou les idées qu'il défend ne le tourmentent guère : il peut être contre le quinquennat en février 2000 et pour en juin par pur pragmatisme et opportunisme politique. L'essentiel est la mise en œuvre de la décision, non sa signification historique.

Dans cette boulimie de remuement, plus rien, du coup, ne semble hiérarchisé ni classé. Chirac gère plus les aléas de la tactique qu'une pensée stratégique. Cet homme improvise. Jamais il ne paraît faire une confiance absolue à sa capacité d'analyse. Il obéit avant tout à ses intuitions. Matériau brut exceptionnel, il n'a pas été éduqué jusqu'au bout. « Il fera une belle carrière, pronostique un jour Georges Pompidou. Mais il ne faut pas hésiter à lui donner des coups de règle sur les doigts. » Emporté par la maladie en 1974, son mentor n'eut pas le temps de lui en délivrer assez. En réalité, sa réflexion s'est arrêtée à l'idée – juste – que la politique est d'abord action, mais, si les moyens le préoccupent, les fins ne l'obsèdent guère. Il en poursuit, évidemment, sans qu'elles s'insèrent pour autant dans une vision globale de la société. Chirac n'est qu'empirisme : il prend et règle les problèmes les uns après les autres. Peu lui importe le tableau d'ensemble et de marche. Il fait du déstructuré, pas du conceptuel. Il peut être menteur et cynique, mais toujours au premier degré, puisqu'il a pour principale obsession de s'emparer du pouvoir et de s'y maintenir.

Cet homme de coups et d'à-coups est, cependant, un homme de bien dans ...



En Norvège,
en 1952.



Pendant
son service militaire,
en Allemagne
(assis, à gauche).

Chirac improvise. Il obéit avant tout à ses intuitions



En 1959, à la sortie de l'ENA (promotion Vauban).



En famille.
à Bity, avec
Bernadette,
Claude
et Laurence
(au centre).
en août 1975.

© BURBANK/STYX

... les relations privées. Chirac a une morale personnelle plus forte que sa morale publique. C'est son éthique privée qui le borde et éclaire ses deux grandes, et rassurantes, convictions : il est républicain et démocrate. Cette double fibre l'a conduit à ne jamais céder aux appels du pied de l'extrême droite. S'il reste quelque chose de Jacques Chirac dans notre histoire politique, ce sera son refus opiniâtre et jamais démenti de pactiser avec Le Pen, alors que François Mitterrand et la gauche cultivèrent cette mauvaise herbe tout au long des années 1980 pour assurer leur primat. Que l'Histoire lui ait fixé son vrai rendez-vous face à Le Pen n'est pas un hasard. Chirac restera comme le rempart face au Front national.

S'il n'a pas carbonisé son âme dans une alliance avec le Front national, il l'a souvent malmenée dans le jeu électoral et politique : cette intransigeance remarquable, révélatrice d'un autre personnage que celui qui s'affiche depuis bientôt quatre décennies, rend d'autant plus inouïe une vie finalement brinquebalante. Si Chirac avait pris appui sur son fond républicain et démocrate pour élaborer une vision du pays, sans doute se serait-il élevé, mais il aurait fallu pour cela qu'il se pose. Or, à ses yeux, se poser, c'est prendre la pose.

Il nourrit une aversion naturelle pour l'intellectualisme, comme s'il redoutait de se retrouver humilié. Comme si, dans le passé, il avait été personnellement rabaisé au point de faire profession de ne jamais céder aux sirènes des fameux « maîtres à penser » français. Etiquetés « jean-foutre » et spécialistes de l'incompétence, de l'arrogance et de l'erreur, ces derniers ont été ses bêtes noires et ses antipodes. Jusqu'à l'excès. Certes, bien de ses jugements sur le parti intellectuel sont pertinents et vérifiés par l'Histoire. Mais il est allé très loin dans le contre-pied, même si, l'âge venant, il nuance son attitude, surprend aussi, en confiant une mission sur l'Afghanistan à un Bernard-Henri Lévy qui incarne tout ce qu'il a souvent fui.

Faussement simpliste, héros d'un parcours politique romanesque, Chirac déroute parce qu'il a délibérément choisi de nier la fonction d'éclaireur qui incombe au politique. L'élu n'a pas une mission intellectuelle, mais un devoir d'intelligibilité s'impose à lui. Son rôle est de dissoudre l'opacité du temps, de disperser les brumes du présent et du futur en renforçant ou en rénovant le pacte social. Il a pour rôle d'offrir de la lisibilité contemporaine au citoyen. Chirac, bien souvent, a été un fabricant d'embrouillaminis, le principal étant cette cohabitation qu'il a inventée avec ...



Le couple Chirac, avec
Laurence (à gauche)
et Claude, à la fin
des années 1960.



Avec le maire d'Ussel,
Henri Belcour,
son suppléant,
en décembre 1966.

Cet homme
de coups
et d'à-coups
a une morale
personnelle
plus forte que
sa morale
politique

A la fenêtre de son bureau
de secrétaire d'Etat aux Affaires
sociales, rue de Grenelle,
à Paris, en 1967.



© A. ROACHE/ACTUALITÉS



Derrière Jean Charbonnel (à gauche) et Michel Debré, lors de la manifestation de soutien au général de Gaulle, le 30 mai 1968, à Paris.



Septembre 1972, le ministre de l'Agriculture visite une ferme corrézienne lors d'un comice agricole.

... Mitterrand, poursuivie avec Jospin, et qui aura occupé sept années de sa vie publique – sept années qui auront encaissé notre vie publique. Impossible de trouver un fil d'Ariane dans sa pensée politique. Derrière son armure gaulliste, il n'y a guère de convictions gaulliennes. Ainsi, à force de considérer les institutions de 1958 comme du « caoutchouc » et de les triturer, il en a cassé l'élastique : la Ve ne se ressemble plus. Chirac est un insaisissable fantôme idéologique ou programmatique.

Le temps a prouvé la vanité et la vacuité de ces grandes cathédrales électorales que sont les mesures promises et emballées dans un papier de soie pompeusement estampillé « projet de société ». Le xx^e siècle s'est nourri de ces attrape-nigauds. Pour autant, le politique a un but spécifique : le maintien de l'unité de la collectivité qui lui est confiée, la définition d'un bien commun qui conjugue la justice, la liberté, la prospérité et, au bout du compte, vise au bonheur de vivre ensemble. Jacques Chirac n'est pas indifférent à cette préoccupation, mais il est évident qu'il n'a jamais eu l'ambition de dépasser la marche ordinaire des choses et de devenir grand en soutenant de grandes querelles, selon l'objurgation de Hamlet. Celle qui vient de l'opposer à Le Pen est l'occasion pour lui – la première – d'écrire en majuscules sa notice biographique pour l'Histoire.

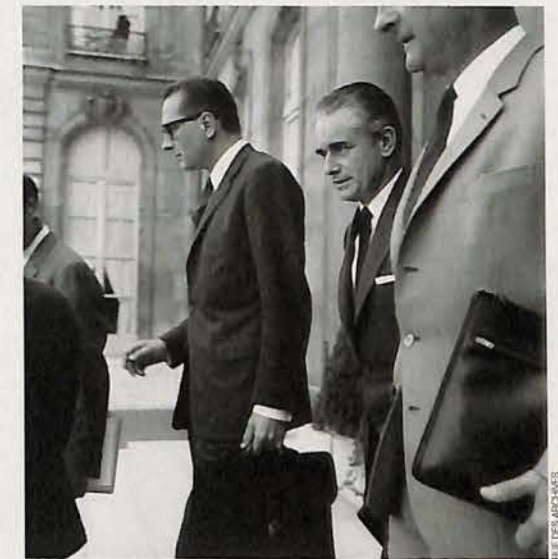
Saura-t-il montrer le chemin ? Un navire ne s'égare pas quand il se déroute, dès lors qu'il cherche malgré tout à atteindre sa destination finale. Chirac est comme le Hollandais volant, fantastique navigateur qui a affronté tant et tant de tempêtes, mais capitaine sans cap évident. Il ne traverse pas l'époque ; il erre sur ses flots. Ainsi est-il devenu un désenchanté : il crée des flammes qu'il n'entretient pas. Voilà pourquoi il n'a jamais réussi à décoller au premier tour de la présidentielle. Chirac peut séduire ; il ne rassemble pas. Au fond, il est convaincu de trop peu de choses ou trop sceptique devant les grandes promesses. Or la foi est essentielle à l'action. Rien n'est jamais acquis, tout est fragile, y compris le principe de liberté. Agir sans donner un sens supérieur à ses combats, c'est se battre contre des moulins à vent et gouverner avec des chimères.

Chirac ne reste jamais lui-même lorsqu'il accède au pouvoir – en 1974 et en 1986 comme Premier ministre, en 1995 comme président de la République – parce qu'il ne travaille pas sans cesse à s'élever au-dessus de lui-même. Non qu'il manque de caractère : sa fougue exprime son tempérament, mais c'est l'espérance qui lui fait défaut. Chirac ne force ...



Au milieu du gouvernement Couve de Murville et à droite du général de Gaulle, en juillet 1968.

Derrière son armure gaulliste, il n'y a guère de convictions gaulliennes



Avec Jacques Chaban-Delmas, à l'Élysée, en 1969.



Pendant une réunion à sa permanence de député, à la mairie-école de Darzens (Corrèze), en 1976.

... jamais sa nature pour échapper au cadre étroit de la vie politique. Il ne connecte pas son instinct et son intelligence, comme s'il était frappé de dyslexie politique. Plonger dans sa carrière, la plus titrée de la V^e République – un siège de député, une présidence de conseil général, cinq portefeuilles ministériels, Matignon par deux fois, la mairie de Paris, deux présidences de la République – c'est se jeter dans des montagnes russes à l'aveugle.

Le parcours chiraquien donne le vertige. Certes, on y trouve une logique, mais en aucun cas une pensée directrice inflexible. Le chiraquisme se résume à une course haletante faite de sprints et de coups de pompe vers le ruban élyséen. Chirac ne regarde que le sommet et ne se préoccupe pas des abîmes qui le menacent. Il conjugue le courage, l'endurance et un sacré culot lui permettant de résister au violent tourbillon des affaires qui le cernent et le menacent depuis tant d'années. Il a la ténacité du marathonien, mais peu d'ampleur de vues. Il veut le pouvoir, mais ne définit jamais le rôle du pouvoir. Sa nature est audacieuse, la soif ardente de l'ambition le brûle, son intelligence est vive ; pour autant, son esprit reste politicien. Il n'a de curiosité que pour l'instant et agit comme un fauve. Un grand fauve, mais un fauve. Il sait chasser et tuer ; son talent de prédateur se réduit toutefois à du pur réalisme. Il ne conçoit la politique qu'au service d'elle-même. Il avance en anaérobie. Même s'il semble ouvert aux autres, disponible, capable d'écoute, il vit en fait en milieu confiné. Il sillonne le pays, serre des mains, discute, prend des contacts, mais entend-il vraiment ce qui lui est dit ? Peut-il l'entendre, d'ailleurs, après toutes ces années passées dans les seuls palais de la République ? J'ai compris les Français, a-t-il affirmé entre les deux tours du scrutin. Pour lui, et pour le pays, souhaitons-le ardemment.

Jusqu'à-là, cependant, il n'a jamais dépassé la politique conçue comme champ clos pour accéder au pouvoir. La brièveté de ses succès s'éclaire par l'incertitude de ses intentions. Dans ses campagnes, Chirac ne met pas ses projets au-dessus de son désir personnel de victoire. Ainsi peut-il changer de costume politique en permanence. La victoire acquise, il renonce sans difficulté aux propos tenus ou aux engagements pris. Du point de vue de la démocratie représentative, il est irréprochable : le mandat n'est pas impératif. En revanche, cela ne laisse pas de trace. Seule la victoire semble jolie. Belle âme de conquérant, figure floue d'homme d'Etat,

Chirac l'activiste indécis



Rue de Lille, avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud, avant les résultats des élections...



... municipales de 1977. Ci-dessus, le nouveau maire de Paris acclamé, place de l'Etoile.

Une carrière faite de sprints et de coups de pompe

Chirac a l'énergie bonapartiste qui permet de tout dévaster. Il n'a pas la vista napoléonienne qui impose son empreinte sur le futur. C'est un pisteur sans feuille de route. Un chercheur d'or surdoué qui ne taille pas la pépite. Nul n'est capable de trouver comme lui le filon du pouvoir, mais son incapacité à l'exploiter

est surprenante. Quand il conquiert, il précède ; quand il gouverne, il godille et perd son courage.

Il redevient alors un radical tête de veau obsédé par le compromis. On cherchera en vain dans ses différentes fonctions l'esquisse d'une doctrine, un point de vue acéré. Chirac, solidement énarchique, se réfugie toujours dans une technicité aussi épaisse que sèche. Il gère le quotidien, fait face, désamorce les tensions quand l'affrontement s'exaspère ; il n'anticipe pas.

C'est ainsi qu'il se forgea l'image de meilleur ministre de l'Agriculture du dernier demi-siècle. On en fait volontiers un trait de son caractère : il y aurait du rural dans cet homme qui s'est fabriqué une spécialité mondiale de l'art de tâter le cul des vaches. Dans le *Guinness des* ...

Elysée
2002

... records, Chirac a sa place au chapitre « Herbivores ». Mais Chirac est un faux Jacques, qui possède surtout un sens inné du clientélisme paysan. Incollable sur l'agriculture et intarissable sur le pouvoir vert, il demeure d'abord un authentique bourgeois, dont le raffinement transparaît dans un goût sincère pour les merveilles sophistiquées des arts chinois et japonais. Chirac a mis les paysans dans sa poche en les achetant par une écoute calculée et les subventions qu'il a fait déverser sur leurs exploitations. Si sa passion agraire était aussi immodérée que le disent ou l'écrivent ses thuriféraires, sans doute passerait-il plus de temps dans sa propriété de Bity, en haute Corrèze : 2 000 mètres carrés habitables et 11 hectares de terres qui devraient combler son « bucolisme ». Jacques Chirac est surtout un urbain, version parisienne pure et dure. Les palais nationaux sont son territoire de prédilection.

Que de talent politique, néanmoins, toutes ces années durant, pour convaincre l'opinion et les médias qu'il est d'abord France profonde, peuple, paysan dans l'âme ! Il a, de ce point de vue, parfaite-

Chirac n'est pas l'extraverti que l'on décrit

ment assimilé cette leçon de Machiavel : « Il n'est plus nécessaire à un Prince d'avoir toutes les bonnes qualités dont j'ai fait l'énumération, mais il lui est indispensable de paraître les avoir. » Jacques Chirac est d'abord un pur produit républicain qui a décidé de réussir dans la politique. Telle est sa vérité. On ne lui jettera pas la pierre pour cela, ni même pour son art de la dissimulation. La ruse est un élément clef du jeu normal de la politique. Un moyen acceptable, dès lors que sont respectées les règles du système démocratique. Ce que fait Chirac.

Le politique doit souvent conjuguer des intérêts contradictoires. Il n'a parfois pas d'autre choix que d'être prestidigitateur et manipulateur. Il n'est pas de destin pour l'Histoire sans exercice de dissimulation. Dans *Le Fil de l'épée*, le général de Gaulle lui-même en convient : « La perfection évangélique ne conduit pas à l'empire. L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'esquive, de dureté, de ruse. » Chirac a toutes ces qualités-là, mais elles ne suffisent pas à fabriquer un homme d'exception. « On ne fait rien de grand sans de grands hommes, et ceux-ci le sont pour l'avoir voulu. »

Chirac l'activiste indécis



A l'Arc de triomphe, avec le président Mitterrand, lors de la commémoration du 8 Mai, en 1988.



A Paris, le 7 mai 1995, lors de son élection à la présidence de la République.

Chirac a voulu gouverner, mais, en raison peut-être d'une faille cachée, d'un doute sur lui-même, d'un sens trop fort du relatif, d'une forme de complexe, il n'a jamais donné le sentiment d'avoir l'ambition même d'être un grand homme d'Etat. Ce fils unique, enfant choyé, n'a jamais rien contesté. Or l'imaginaire politique se nourrit aussi de rébellion. De la France, au fond, que sait-il ? Il en a une approche technocratique ou statistique. Sa vue s'arrête à des dossiers qui défilent sur son bureau et qu'il avale à foison. Bien sûr, il arpente des pâtures, traverse des villes et des villages, trinque trois fois par heure au bistrot, serre dix mille mains dans un bain de foule, mais toujours au pas de course. Cela suffit-il pour connaître la réalité ?

L'horizon de Chirac, c'est depuis si longtemps un bureau XVIII^e, des parquets à

la française, du mobilier national, des tapisseries d'Aubusson, des secrétariats pléthoriques, des doubles vitrages qui étouffent les bruits de la ville, des voitures avec chauffeur, des gardes du corps, des maîtres d'hôtel, des chefs d'Etat et de gouvernement, des réunions de cabinet, des dîners et des déjeuners officiels... Où est la houle de la vie et de l'Histoire dans tout cela ?

L'altitude élyséenne qu'il se donne flatte la fonction, mais elle ne suffit pas à la remplir. Chirac pense président en combinant tout autour de son personnage. Chirac est l'obsession de Chirac. La relation avec sa fille Claude en est la preuve et l'illustration. Certes, il y a le lien familial, la complicité et la confiance, mais cette intimité politique a une autre nature. Quand Chirac ...

●●● réfléchit avec sa fille, c'est aussi à Chirac qu'il s'adresse. Il ferme le cercle génétique de sa réflexion dans un tête-à-tête avec lui-même, la chair de sa chair, le sang de son sang.

Chirac n'est pas l'extraverti que l'on décrit. En dépit des apparences si chaleureuses, il tient toujours l'autre à distance. Sauf si ce dernier ne peut s'exprimer. Quand Jacques Chirac se retrouve seul face à un enfant débile profond, il trouve les mots pour lui parler et traquer des lambeaux de conscience. Comme si, dans cet échange, il se retrouvait lui-même, homme verrouillé, barricadé, cadenassé, frappé d'une détresse affective qui sans doute le désespère et lui donne une dimension tragique. Chirac, parce qu'il est d'une intelligence supérieure, sait la vérité de son personnage. D'une lucidité totale, il doit lutter en permanence pour dissimuler le désarroi profond et secret de ses sentiments et de ses émotions.

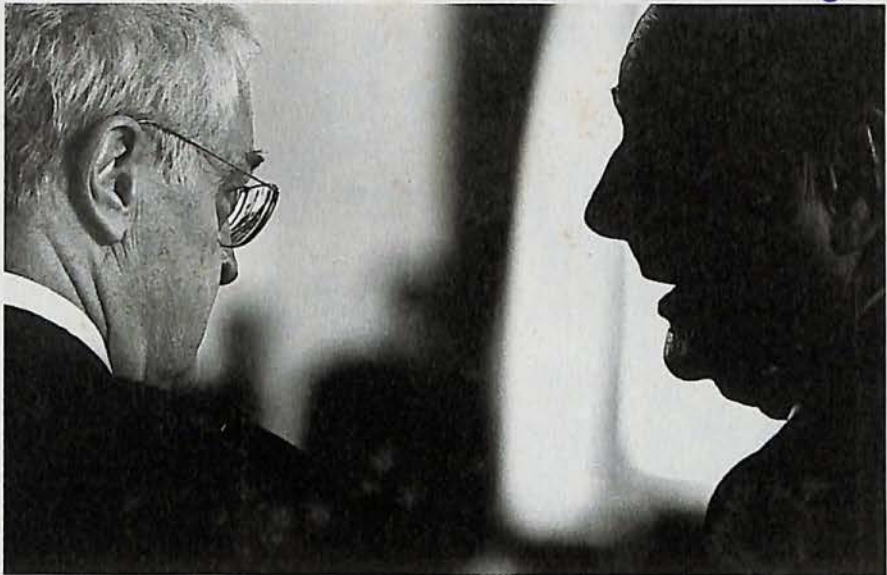
C'est pour cela, probablement, qu'il déteste la télévision. La caméra fouille au plus profond de l'être. Chirac aime les foules, car elles ne creusent rien. Il les traverse avec un masque de carnaval et trompe son monde avec des moulinets et des sourires appuyés. Seul face à l'objectif, il se fige et se crispe. Montrer son naturel, ses faiblesses et ses doutes serait fatal. Le mystère Chirac est ici : derrière la mise en scène permanente d'un personnage généreux, sympathique et ouvert, il y a un être angoissé par sa solitude intérieure et par ce trop-plein de Chirac qui l'habite et l'anime. Vivre en ne pensant qu'à soi quand on doit ne penser qu'aux autres est une torture.

Si Jacques Chirac a un rendez-vous avec la grandeur, c'est dans cette situation shakespearienne. Nul personnage ne ressemble plus que lui à Richard III. Il en a la détresse et les rêves fous. Comme lui, il pourrait s'écrier : « Nous sommes maintenant au plein milieu de la nuit. De froides gouttes de sueur, arrachées par l'effroi, perlent sur ma chair tremblante. Eh bien ! Est-ce que j'ai peur de moi ? Il n'y a personne ici que moi. Richard aime Richard ; et je suis bien là, moi avec moi... »

Chaque mot, dans ce grand monologue, fait écho à l'histoire d'un roi qui pourrait s'appeler Chirac. Richard III incarne une figure politique fascinante. Il y a plus de quatre siècles, Shakespeare imposait la réalité de ce personnage et apportait la preuve que les traits qui peuvent être attribués à Chirac sont aussi ceux d'un homme hors du commun, inscrit dans une lignée politique rare qui croit d'abord à la bataille et se méfie de l'excès de conscience, aliment des faibles et des lâches.

Quand sonnera le tocsin de sa carrière,

Chirac l'activiste indécis



Avec le Premier ministre, Lionel Jospin, au sommet de Mayence (Allemagne), le 9 juin 2000.

Sa couronne est tressée, son œuvre est encore devant lui



Parmi ses supporters, au Tapis rouge, son siège de campagne parisien, le 21 avril.

que descendra le rideau sur sa vie politique, Jacques Chirac devra regarder par-dessus son épaule et juger le chemin parcouru. Si sa carrière s'était arrêtée le 5 mai, un grand froid l'aurait alors gagné. Dans ce passé, il aurait trouvé de belles victoires, une trajectoire rare, brillante même, mais aurait-il pu éviter cette interrogation intime : toute cette énergie déployée, pour cela ? En politique, il n'y a pas d'œuvre durable pour soi-même. Jusque-là, Jacques Chirac a remué des passions et des sentiments, pas assez d'idées pour dessiner une marque indélébile dans la mémoire

du pays. Il a sillonné tous les champs de la politique ; il a labouré ; il n'a pas semé. Sa couronne est tressée ; son œuvre est encore devant lui.

Les lauriers se faneront s'il ne laisse qu'une exceptionnelle aventure individuelle et un héritage jamais constitué. Cette élection dramatique lui offre une occasion unique de changer le cours de son destin et de finir son parcours politique dans les meilleures pages de l'histoire de France. Les obsessions de son être n'ont plus rien à espérer. Il ne dépend que de lui de leur échapper pour devenir enfin grand. ● D.J.